



gtz

République du Sénégal

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

**ATELIER DE SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS
REGIONALES A LA REVUE ANNUELLE 2009
DU DSRP 2**

Ngor Diarama, 29-30 avril 2009

Rapport de l'atelier

Consultant :
Mme Seynabou Diouf NIASSE

Mai 2009

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AGR	Activités Génératrices de Revenus
CEM	Collège d'Enseignement Moyen
CSPLP	Cellule de Suivre des Projets de Lutte contre la Pauvreté
DCEF	Direction de la Coopération Economique et Financière
DDI	Direction de la dette et de l'Investissement
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
GTR	Groupe Technique Restreint
GTZ	Coopération Technique Allemande
IA	Inspection d'Académie
LOASP	Loi d'Orientation Agro Sylvopastorale
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education Nationale
ONG	Organisme Non Gouvernemental
PARRP	Projet d'Appui aux Réformes pour la Réduction de la Pauvreté
PDEF	Programme Décennal pour l'Education et la Formation
PEPAM	Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire
POR	Plan d'Opération Régional
SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
SCRP	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
SNAT	Schémas National d'Aménagement du Territoire
SRP	Service Régional de la Planification,
SRSD	Service Régional de la Statistique et de la Démographie
UAEL	Union des Associations des Elus Locaux
VIH/sida	Virus de l'Immuno-Déficience / Syndrome Immuno Déficitaire Acquis

SOMMAIRE

I	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II	RESULTATS ATTENDUS	3
III	METHODOLOGIE	3
IV	DEROULEMENT DES TRAVAUX	4
IV.1	Cérémonie d'ouverture.....	5
IV.2	Introduction aux travaux de groupes	5
IV.3	Travaux de groupes	6
IV.4	Restitution des travaux de groupes en plénière.....	7
IV.4.1	Axe 1 : Création de richesse et croissance pro pauvre.....	7
IV.4.2	Axe 2 : Accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base	9
IV.4.3	Axe 3 : Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes	10
IV.4.4	Axe 4 : Bonne gouvernance et développement décentralisé participatif	10
IV.4.5	Synthèse des travaux.....	11
V	CLOTURE DE L'ATELIER	11
VI	EVALUATION DE L'ATELIER	12
VII	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	13
Annexe 1	Programme indicatif	16
Annexe 2	Liste des participants.....	17
Annexe 3	Composition des groupes de travail par axe.....	21
Annexe 4	Produits des travaux de groupe.....	24

I CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le gouvernement du Sénégal met en œuvre, depuis 2003, son Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) réactualisé en 2006 pour couvrir la période 2006-2010 (DSRP2). Ce nouveau document, cadre de référence en matière de politique économique et sociale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (SCRP), conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, est évalué sur la base de revues tenues annuellement par rapport à la mise en œuvre de l'année précédente. Le suivi quantitatif de la mise en œuvre du DSRP est fondé sur une liste élargie d'indicateurs retenus au terme d'un processus ayant impliqué les sectoriels, les partenaires au développement, la société civile et les collectivités locales.

En 2008, le Sénégal a tenu sa première revue annuelle conjointe de mise en œuvre du DSRP couvrant l'année 2007. Cette revue s'est déroulée de manière participative avec la contribution des groupes de travail autour des quatre axes stratégiques du DSRP et des comités régionaux.

De même, la revue du DSRP en 2009 prévoit, outre les rapports issus des groupes techniques par axe stratégique, l'intégration des contributions du niveau régional. En effet, le suivi de l'avancement de la mise en œuvre du DSRP 2 au cours de l'année 2008 écoulée constitue la première étape des activités à conduire dans les régions pour apporter leur contribution à la revue nationale. Pour permettre aux comités régionaux de mener de façon optimale cette activité et pour faciliter la synthèse des documents et l'appropriation des innovations apportées à la revue de cette année, un canevas détaillé de rapport leur a été envoyé et des consultants ont été commis pour les appuyer et accompagner le processus. Le présent atelier a été ainsi l'occasion de faire la synthèse de ces contributions régionales selon le format préalablement élaboré.

OBJECTIF

L'objectif de l'atelier était de produire une ébauche de synthèse de tous les rapports de mise en œuvre du DSRP des régions pour l'année 2008, à intégrer dans le rapport final de la revue 2009 du DSRP 2.

II RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus étaient les suivants :

1. Les points saillants régionaux en matière de suivi du DSRP sont identifiés par chaque région sur la base du canevas du rapport de synthèse et sont partagés ;
2. Des éléments d'analyse par axe sont développés sur la base des points saillants retenus pour la synthèse, en incluant des aspects relatifs aux spécificités régionales jugés pertinents ;
3. Des données de base pour l'élaboration du rapport de synthèse des régions sont ainsi disponibles.
4. Les modalités de participation des régions aux journées de revue du DSRP 2 sont dégagées.

III METHODOLOGIE

- **Préparation**

Sur la base du canevas du rapport qui leur a été envoyé et avec l'appui des consultants, les régions ont élaboré leur rapport d'avancement sur le suivi de la pauvreté en 2008 au niveau local.

- **Travaux de groupe :**

- Mise en place de groupes de travail inter régions par axe stratégique du DSRP (chaque région ayant au moins un représentant) ;
- Encadrement des groupes de travail par des facilitateurs
- Analyse des résultats enregistrés en 2008, sur la base des indicateurs, en référence aux réformes, politiques et programmes dans les sous-secteurs de chaque axe et à la mobilisation des ressources, en identifiant les atouts et les contraintes et en faisant ressortir les spécificités régionales ;
- Analyse des perspectives à court terme (2009-2010)
- Réflexion sur les recommandations et les messages clés à délivrer à la validation technique et politique.

- **Plénière**

Exposés par axe suivis de discussions (les exposés étant visualisés) pour permettre à tous les participants de faire leurs observations et d'apporter leurs contributions sur le travail de chaque groupe.

L'atelier a été facilité par un modérateur, les éléments pour l'élaboration du rapport de synthèse des contributions régionales devant être disponibles et la rédaction finalisée par un consultant imprégné du contexte ayant suivi les travaux de l'atelier.

IV DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'atelier s'est déroulé les **29 et 30 avril 2009** à l'hôtel Ngor Diarama. Il a réuni autour d'un programme très chargé (cf. annexe 1) plusieurs acteurs (cf. liste de présence en annexe 2) notamment :

- Groupes Techniques Restreints (GTR) des 11 régions (noyau dur constitué du Conseil Régional, du Service Régional de la Planification, du Service Régional de la Statistique et de la Démographie, de l'ARD et de la Société Civile) ;
- Représentants de la CSPLP ;
- Commission Collectivités Locales ;
- PTF membre du Cadre de partenariat ;
- Représentant de la DDI ;
- Représentant de la DCEF ;
- Consultants/ modérateur.

Les temps forts de ces deux journées s'articulent autour des points ci-dessous.

IV.1 Cérémonie d'ouverture

L'ouverture officielle a été prononcée par M **Abdou Khadre LO**, représentant de l'UAEL qui a co-présidé l'atelier avec la CSPLP. A son entame, M LO A rappelé les objectifs qui ont réuni les participants, notamment la consolidation des rapports régionaux en vue de leur intégration dans le rapport national de suivi de la pauvreté de 2009 et la déclinaison d'une nouvelle feuille de route pour la suite du processus. Il est aussi revenu sur le dispositif de pilotage et de suivi de la SRP au niveau régional, en insistant sur l'unanimité faite autour de la proposition d'unification des deux comités régionaux en un seul comité de Pilotage et de Suivi du DSRP, présidé par le Gouverneur, le Président du Conseil Régional assurant la Vice-présidence et l'ARD le Secrétariat. Pour terminer, M LO a adressé ses félicitations à tous les acteurs avant de les exhorter à poursuivre le combat contre la pauvreté.

Prenant la parole, Mme **Awa Maty BA** a, au nom du coordonnateur de la CSPLP, souhaité la bienvenue à tous les participants tout en remerciant et félicitant les équipes régionales pour l'engagement dont elles ont fait preuve dans le travail. En effet, malgré les difficultés rencontrées pour la collecte des informations dans un contexte particulier marqué par la phase transitoire n'ayant pas permis au cadre de partenariat de mobiliser des ressources pour le financement de cette activité d'une part et, d'autre part, le renouvellement des instances locales, les rapport produits par les régions ont été de bonne qualité. Mme BA a aussi rappelé les objectifs consistant d'abord à faire la synthèse des rapports régionaux (en mettant en exergue les spécificité) en vue de leur intégration dans la revue annuelle nationale en cours et ensuite, de dégager les perspectives pour la mise en œuvre au niveau régional. Elle a à cet effet fait part de la volonté d'étendre l'appui des partenaires du cadre de partenariat aux autres régions dans l'optique d'une généralisation à terme, en prenant en charge les régions nouvellement créées. Elle a terminé son propos en souhaitant plein succès aux travaux.

IV.2 Introduction aux travaux de groupes

Avant le démarrage des travaux, la modératrice, **Mme Touty Cissé NDIAYE**, représentante de la GTZ, s'est félicitée du partenariat de longue date entre la CSPLP et la Coopération technique allemande à travers sa composante anciennement connu sous le nom de GTZ/MEF dénommé désormais Projet d'Appui aux Réformes pour la Réduction de la Pauvreté (PARRP). Elle a ensuite procédé aux présentations d'usage en commençant par l'équipe d'encadrement des groupes structurés autour des axes (cf. annexe). Il a aussi été demandé à chaque région de faire une présentation sommaire de sa délégation (avec un focus sur les nouveaux venus) en mettant en exergue les difficultés rencontrées et leçons apprises de l'exercice de Revue. Les difficultés ont été presque les mêmes dans toutes les régions qui ont principalement dénoncé :

- le manque de moyens pour financer la collecte des données ;
- les délais très courts pour l'élaboration des rapports d'avancement ;
- l'indisponibilité de certains acteurs (notamment les élus) du fait de la période post-électorale ;
- l'impossibilité de renseigner certains indicateurs au niveau régional ;
- la non désagrégation des certains indicateurs ;
- l'absence d'informations au niveau régional sur les projets du BCI exécutés au niveau national ;
- la non communication des informations financières par certains projets et programmes intervenant au niveau local ;
- la non-conformité de l'année budgétaire avec les programmations de certains projets.

Aussi, les acteurs ont-ils proposé un certain nombre des recommandations allant dans le sens d'une amélioration pour les prochaines revues. Ils ont ainsi préconisé :

- une mise à disposition de moyens financiers suffisants et à temps pour assurer correctement la collecte des données ;
- une révision de la liste des indicateurs retenus de concert avec les services régionaux de la statistique et de la démographie ;
- une meilleure implication des autorités administratives locales pour faciliter la collecte des données auprès des ONG, projets et programmes ;
- une sensibilisation de ces projets et programmes pour la systématisation du dépôt de leurs rapports périodiques auprès des autorités locales et un suivi continu du respect de ces dispositions ;

La modératrice a réagi à ces propos en manifestant sa satisfaction par rapport aux résultats obtenus malgré toutes ces difficultés. Selon elle en effet, les rapports produits par les régions ont été d'une bonne qualité qui est imputable à la mise à profit des acquis de la précédente revue. Elle a aussi exhorté les équipes régionales à intégrer le suivi de la mise en œuvre du DSRP dans leurs activités quotidiennes et d'éviter de le concevoir comme un travail à part.

Sur ce, elle a donné la parole à Mme BA de la CSPLP pour la présentation de la feuille de route après un bref rappel sur le dispositif de pilotage et de suivi de la SRP.

Suite à cette intervention, la consultante, Mme BADJI, a présenté la méthodologie globale de l'atelier et le canevas proposé pour les travaux de groupe.

IV.3 Travaux de groupes

Il faut signaler au passage que la constitution des groupes s'est faite simultanément avec les présentations. En effet, il a été demandé à chaque région d'inscrire sur les listes par axe distribuées un membre de sa délégation pouvant dignement la représenter dans les travaux de l'axe en question.

Dans un premier temps, il a été demandé aux groupes constitués **d'analyser les évolutions observées** dans les sous-secteurs de l'axe considéré, compte tenu des atouts et contraintes identifiés et de dégager les perspectives à court terme (pour 2009 – 2010). En suite, chaque groupe devait formuler des recommandations et tirer les messages clés à intégrer dans la déclaration de la Commission Collectivités Locales.

Chaque groupe devait choisir un président et un rapporteur (qui, en plus de la présentation en plénière des travaux du groupe, devrait accompagner le processus de finalisation du rapport de synthèse et de validation technique). Parallèlement, les groupes devaient désigner des représentants à la validation technique (deux autres en plus du rapporteur) et à la validation politique du DSRP (nombre laissé à la discrétion du groupe mais pas supérieur à deux).

Ce travail devait durer toute la journée du mercredi mais il a été permis aux groupes qui n'avaient pas pu terminer de finaliser avant le début des restitutions la matinée du jeudi.

La deuxième session des travaux de groupe a eu lieu le jeudi en début d'après-midi. Au cours de cette session, les mêmes groupes devaient d'abord réfléchir sur les **mécanismes à mettre en place pour le suivi** de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue puis,

procéder à l'identification des rôles, responsabilités, délais et recommandation dans le cadre des prochains pas du processus.

Il faut noter que les groupes ont eu du mal à démarrer cette session malgré les clarifications apportées par les encadreurs. Les groupes 3 et 4 ont eu à reformater la maquette qui leur a été proposée pour l'adapter selon leur compréhension du travail à faire. Seul le groupe 2 a eu à travailler conformément à la maquette. Dans le groupe 1, des divergences ont opposé les membres quant à la méthodologie à adopter pour le travail demandé et même son opportunité. C'est ainsi qu'après une longue discussion, jugeant que les rôles et responsabilités des différents acteurs étaient déjà clairement définis et qu'il n'y avait pas lieu de revenir là-dessus, ils ont décidé de ne pas s'adonner à l'exercice demandé.

IV.4 Restitution des travaux de groupes en plénière

La première session des restitutions, qui a concerné l'analyse des résultats, s'est faite par axe. Après la présentation de chaque rapporteur (cf. annexe 4), des discussions ont été ouvertes sur le travail du groupe. Il convient de signaler qu'avant le démarrage des discussions, la modératrice a eu à préciser que le travail ayant été fait par un groupe dont les membres ont bénéficié de la confiance de leurs pairs car supposé expérimentés en la matière, elle a donc suggéré que ce travail ne soit pas fondamentalement remis en question mais qu'il soit amélioré.

Les principales contributions et recommandations des participants sont les suivantes.

IV.4.1 Axe 1 : Création de richesse et croissance pro pauvre

Le groupe a d'emblé déploré la difficulté de renseigner les indicateurs de cet axe par les régions, ce qui fait que l'analyse a été faite en se fondant sur les tendances observées globalement au niveau national, tout en faisant ressortir les spécificités régionales le cas échéant. C'est pourquoi il a suggéré, pour la prochaine fois, d'impliquer les régionaux de la statistique lors de l'élaboration de la liste des indicateurs. Cette recommandation a rencontré l'assentiment de la plupart des participants dont un a émis l'idée d'une étude et mise en œuvre de modalités de collecte des données au niveau régional.

La non prise en compte dans la liste restreinte des indicateurs de certains sous-secteurs stratégiques tels l'artisanat, la pêche et l'aquaculture, constitue une lacune à laquelle il faudra remédier à la prochaine revue. Toutefois, le groupe a jugé nécessaire de les réintégrer et demandé aux régions de procéder au renseignement des indicateurs y relatifs.

Une autre recommandation faite par le groupe a été de confier ultérieurement le travail demandé pour cet axe à deux groupes vu son ampleur.

Au titre des propositions d'amélioration sur le travail du groupe, il a été demandé de manière générale :

- aux acteurs régionaux de faire un effort pour renseigner les indicateurs qui ne le sont pas ;
- rendre plus visible les spécificités régionales dans le rapport de synthèse
- de relativiser dans la description des contraintes, en préférant le terme « **insuffisance** » au terme « **manque** ».
- d'étayer les données qualitatives par des données quantitatives même s'il est difficile de les avoir.

- de prendre en compte la SCA où la plupart des recommandations faites par les participants figurent déjà dans le plan d'actions. (La CSPLP s'est engagée à fournir les informations sur la SCA issues du rapport de l'axe 1).
- de tenir compte de la LOASP et de la loi sur le domaine national. Il faut recommander la sortie des décrets relatifs à ces lois et organiser l'interprofession

De façon spécifique, les observations suivantes ont été faites sur les sous-secteurs.

- **Agriculture**

Il faut ajouter comme difficulté le manque de planification des productions dans le secteur et recommander de pousser la spécialisation jusqu'au niveau intra régional au lieu de se limiter à la spécialisation interrégionale ;

- Penser à la mise en place de pôles régionaux de développement attractifs combinée à la mise en place ou le renforcement d'infrastructures rurales, le renforcement de l'électrification rural pour la transformation des produits, soubassement de la création de richesse ;
- Favoriser la réalisation de pistes de production pour régler les problèmes de transport de la production occasionnant la perte des récoltes ;
- Eviter l'utilisation tout azimut de l'engrais et faire une fertilisation raisonnée

- **Elevage**

Tenir compte de la spécificité de la Région de Matam pour les difficultés de conservation et de transformation du lait (à Ranérou surtout)

- **Pêche**

Faciliter l'accès au financement et aux équipements et favoriser la mise en place de nouvelles générations d'unités de conservation pour éviter les pertes de production

- **Secteur privé**

- Il faut travailler à une meilleure implication de ce secteur dans la mise en œuvre de la SRP dans les régions
- Faire la promotion de l'entreprenariat au niveau régional pour sa meilleure compréhension et son développement

- **Emploi**

A ce niveau, il est nécessaire de promouvoir les activités dans les secteurs porteurs selon les régions

- **Transport et mobilité**

Ajouter parmi les contraintes la vétusté des infrastructures et l'enclavement d'où la nécessité de décentraliser les infrastructures vers les régions périphériques.

- **Industrie**

Recommander une politique de décentralisation industrielle.

Le groupe a pris acte de toutes ces contributions et s'est engagé à les prendre en compte dans la finalisation des documents régionaux et du rapport de synthèse.

IV.4.2 Axe 2 : Accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base

Les observations générales faites sur les travaux du groupe 2 sont les suivantes :

- On ne sent pas le lien entre les progrès réalisés et le programme en cours dans les différents secteurs comme le PDEF, le PEPAM, ...
- Les membres des GTR doivent prendre le soin de bien retravailler les documents régionaux et aller chercher l'information au niveau des services techniques.

Sur les sous-secteurs, les suggestions suivantes ont été faites :

- Education

- Il faut signaler la perte de qualité de l'enseignement du fait de la multiplicité des grèves
- Des données sur l'alphabétisation existent, il faut les collecter au même niveau que pour l'éducation formelle (IA, MEN, ...)
- On ne peut pas faire de la lutte contre la pauvreté sans toucher à l'alphabétisation. Toutefois, il ne faut plus faire de l'enrôlement mais donner des formations fonctionnelles en prenant en compte la dimension AGR
- Prendre en compte les enfants handicapés en construisant les infrastructures scolaires ;
- Dans la région de Louga, le problème n'est pas l'accès des filles à l'école car des progrès énormes ont été réalisés avec la SCOFI mais c'est plutôt leur maintien à l'école. En effet, la plupart d'entre elles abandonnent après le cycle primaire du fait de l'éloignement des CEM. Il faut donc généraliser la construction de CEM dans toutes les communautés rurales. De même, il faut généraliser le port de blouse et le rendre obligatoire.
- Il faut mentionner l'existence d'abris provisoire dans certaines régions comme Matam et donc recommander de mettre en œuvre le programme de l'Etat de construction de ces abris.
- Remettre l'indicateur sur l'ETFP qui existe
- Recommander la généralisation du projet de lutte contre les pires formes de travail
- Concernant le taux d'achèvement, ceux qui ont pu le renseigner doivent montrer à ceux qui ont eu des difficultés à le faire comment procéder.
- Revoir le taux d'achèvement indiqué pour la région de Louga en 2008 car l'écart est trop important

- Santé

- Le problème de comparabilité des indicateurs se pose pour le VIH/sida. Il faut donc avoir une base unique de travail pour le renseignement des indicateurs permettant de refléter les tendances fiables. Des pas ont été fait en terme de remontée et de gestion de l'information dans ce domaine. Il y a déjà un système de collecte, même s'il n'est pas performant, donc il ne faut pas proposer une mise en place d'un autre système.
- L'Etat a effectivement pris en charge les personnes vivant avec le VIH mais le problème réside dans les « perdus de vue ». Il faut appuyer la recherche de ces personnes

- Eau potable et assainissement

- Prendre en compte les autres projets qui interviennent dans le secteur notamment le projet Notto-Ndiosmone-Palmarin avec le Luxembourg ;
- Le problème est lié à la qualité de l'eau et non l'accès.

- **Cadre de vie**

- Les collectivités locales manquent de moyens, il faut donc une structure qui prend en charge la gestion des déchets en partenariat avec la coopération décentralisée et mettre en place un système de collecte et de traitement des déchets ;
- Renforcer les programmes d'habitat social dans les régions ;
- Faire un plaidoyer pour une politique de gestion de l'environnement.

IV.4.3 Axe 3 : Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes

Les réactions suscitées par la présentation du groupe 3 sont les suivantes :

- Sur la Protection des groupes vulnérables, il faut ajouter le mot « manque » qui a été omis ;
- Citer les maladies chroniques annoncées (diabète hémodialyse)
- Noter que la mise en place d'un dispositif d'alerte qui est proposée est déjà effective
- Au niveau des pôles, ne pas raisonner en termes de région pour les plateaux médicaux (intercommunalité ou inter-régionalité)
- Concernant la couverture sociale, il faut réfléchir à la possibilité de permettre aux mutuelles de femmes de disposer de couverture médicale.
- Intégrer la prise en charge des enfants et orphelin vivant avec le VIH dans la protection sociale
- Parlant de l'oisiveté de la jeunesse, il convient de faire la différence entre le sous-emploi et le chômage. Il a été recommandé de prendre des mesures incitatives pour amener les jeunes à s'orienter vers des emplois non salariaux.
- Sur la question de la gestion des flux migratoires, la précision a été faite qu'elle se pose surtout pour la zone Sud qui se trouve frontalière à plusieurs pays mais aussi les autres localités qui accueillent des mendiants venant de la sous région.
- Par ailleurs, il a été déploré la non prise en compte par le groupe du plan de contingence qui intègre déjà la plupart des recommandations qui ont été faites.

IV.4.4 Axe 4 : Bonne gouvernance et développement décentralisé participatif

Les discussions ont tourné autour des points suivants :

- A propos des pôles secondaires, il a été recommandé de mettre en place des pôles de développement attractifs et compétitifs pour renverser la tendance de surconcentration à Dakar donc renforcer les moyens pour la révision du SNAT et trouver des financements pour la mise en œuvre. Toujours dans le cadre de la gouvernance économique, il a été noté que les élus locaux ne maîtrisent pas les procédures de passation des marchés. Des recommandations ont été faites pour le renforcement des capacités de élus en la matière, allant même jusqu'à suggérer la traduction en langues nationales du code des marchés. En outre, certains jugent que la réforme des marchés publics qui a été préconisée n'est qu'un corollaire ; il faut parler plutôt de l'efficacité et de la transparence de la commande publique. Pour d'autres, il faut faire une discrimination au niveau local pour la commande publique.
- En matière de développement décentralisé participatif, il a été recommandé d'impliquer davantage les sectoriels régionaux dans la mise en œuvre des projets et programmes. D'autre part, la nécessité de la réactualisation des documents de planification au niveau

régional a été évoquée. Il faudrait donc trouver les moyens pour que les documents de planification soient disponibles dans toutes les régions.

- Concernant les POR il a été noté l'absence de réaction des autorités par rapport à ces documents alors qu'ils constituent un espoir pour les acteurs régionaux et principalement les populations pauvres. Il convient donc de clarifier les modalités retenues pour la mise en oeuvre des POR déjà élaborés par les régions.
- Pour certains, la conférence d'harmonisation est la meilleure manière de régler le problème de financement au niveau régional.
- Sur le suivi de la SRP, il a été déploré le non respect du calendrier des enquêtes prévues en annexe du DSRP d'où la nécessité de trouver les moyens de faire ces enquêtes.
- Pour remédier à la difficulté de collecte des données auprès des ONG, il a été proposé la redynamisation des comités de suivi (existants) des ONG et l'implication des acteurs à la base dans ce suivi.
- Il faudrait être plus diligent dans la mise en oeuvre des projets et lettres de politiques qui sont élaborés dans la mesure où la mise en oeuvre de la SCA, qui devait accompagner le DSRP, n'est toujours pas effective.
- Par ailleurs, la circulation de l'information entre la CSPL et le niveau régional ne doit pas se limiter à la revue, elle doit être permanente.

Ces discussions ont mis fin à la première session de restitution.

La deuxième et dernière session de restitution a porté sur les mécanismes à mettre en place pour le suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues de la revue précédente et sur les rôles, responsabilités, délais et recommandations dans le cadre des prochains pas du processus. Les présentations des différents rapporteurs (cf. annexe 4) n'ont pas été suivies de discussions, l'assemblée ayant pris acte des propositions qui ont été faites. Ces restitutions ont mis fin aux travaux de la journée.

IV.4.5 Synthèse des travaux

A la fin de la restitution, la modératrice a procédé à la synthèse des discussions sur les quatre axes et exhorté les acteurs à revoir les données et à les compléter aussi bien au niveau des documents régionaux que dans le rapport de synthèse mais aussi à intégrer les informations, argumentaires et recommandation issues de la plénière, non sans avoir insisté sur la nécessité de faire apparaître les spécificités régionales dans le rapport de synthèse. Les aspects financiers, qui ont souvent fait défaut, doivent être intégrés dans les documents et l'analyse sur le plan quantitatif approfondie. Elle a en outre rappelé à la CSPLP de mettre à disposition les informations sur la SCA pour le complément de l'axe 1.

Sur l'objectif global assigné à l'atelier, Mme NDIAYE a tenu à préciser que l'ébauche du rapport de synthèse n'a pas été faite mais les acteurs disposent d'éléments de support permettant son élaboration.

V CLOTURE DE L'ATELIER

La clôture de l'atelier a été faite par M **Abdou Khadre LO**, en présence de M **Mayacine CAMARA**, représentant de la CSPLP. A son entame, M LO a tenu à rendre hommage à M CAMARA et à le féliciter pour sa nomination au poste de maire de Koungoul, tout en l'encourageant à poursuivre dans cette lancée. Il a souligné le rôle important joué par M

CAMARA dans le processus de pilotage et de suivi du DSRP et magnifié son apport en termes de mise au point et de recommandations qui a été très bénéfique.

Prenant la parole, **M CAMARA** a adressé ses remerciements et félicitations aux chefs de services, aux représentants des PTF et de la société civile pour les efforts fournis et l'engagement dans la bataille contre la pauvreté. Selon lui, le suivi et la mise en œuvre des politiques aux niveaux national et régional ont été longtemps négligés. C'est pourquoi des initiatives ont été prises de part et d'autre pour y remédier mais non sans difficultés. C'est ainsi que cette année, la mise en œuvre des revues sectorielles a été initiée. Mais cet exercice se heurte à plusieurs difficultés au nombre desquelles l'incompréhension des uns et des autres des objectifs du suivi figure en première ligne. Certains acteurs confondent en effet le suivi à une évaluation et ont donc tendance à cacher les échecs. Or, ce sont ces échecs qu'il faut montrer afin de prendre les recommandations qui s'imposent pour aller de l'avant.

Une autre difficulté réside dans la prise en compte des autres acteurs (ONG, émigrés...) qui agissent au niveau local d'où l'importance des conférences d'harmonisation. De même, les indicateurs constituent aussi une difficulté au niveau régional mais tout cela devrait trouver des solutions au niveau local. Il ne faut pas attendre la CSPLP ni le MEF pour organiser des réunions. Les recommandations issues de ces rencontres doivent être traduites en plans d'actions d'où des plans de travail seront tirés. Le CSPLP va y travailler et les retourner aux régions pour avoir leurs observations et des moyens seront mobilisés pour mettre en œuvre ces plans d'actions.

Revenant sur la feuille de route, M Camara a indiqué que les objectifs ont été atteints en termes de mobilisation mais aussi de démarche. Le rapport de synthèse, qui rentre dans le processus participatif initié, est prévu pour être finalisé au mois de mai et discuté dans les commissions. Les observations recueillies au niveau des commissions seront discutées dans un atelier technique d'où seront issues des recommandations en constatant les échecs, recommandations à présenter à la validation politique.

M CAMARA a terminé son allocution par des remerciements à l'endroit de tous les acteurs, particulièrement la GTZ qui ne ménage aucun effort pour appuyer la mise en œuvre et le suivi du DSRP.

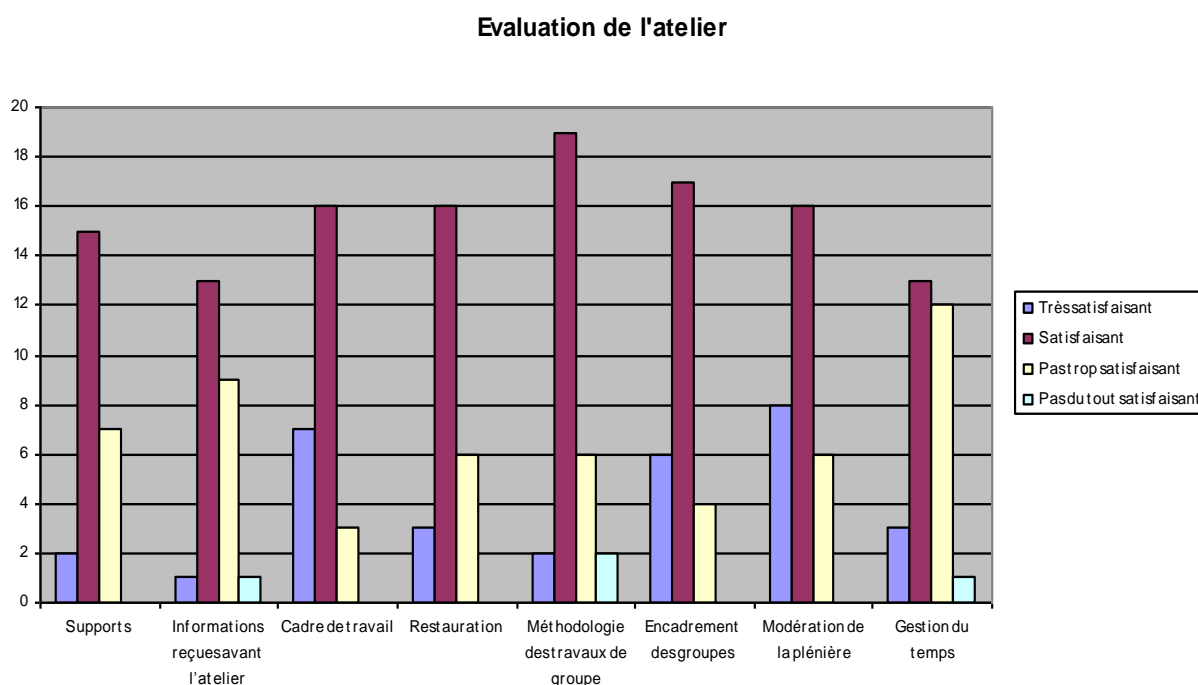
Pour conclure, M LO, après les remerciements adressés à M CAMARA pour la mise à niveau opérée pour les nouveaux venus, a félicité et remercié tous les participants, particulièrement les gouverneurs, et les représentant des nouvelles équipes qui n'ont pas encore été mis en place en leur souhaitant un bon retour à tous dans l'espoir de se retrouver très prochainement.

VI EVALUATION DE L'ATELIER

L'évaluation de l'atelier s'est faite en deux phases : une évaluation à la fin de la première journée et une évaluation finale à la clôture des travaux.

La première évaluation a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux à l'issue de la première journée et de réajuster la programmation de la deuxième journée. Elle a réuni les rapporteurs des groupes, les encadreurs, la modératrice et la représentante de la CSPLP. Suite à la présentation des rapporteurs de l'état d'avancement des travaux dans les différents groupes, il a été décidé de retarder la restitution pour leur permettre de finaliser et de préparer les présentations pour la plénière.

Quant à l'évaluation finale, elle a été faite de manière anonyme par les participants qui se sont librement prononcé sur les thèmes qui leur étaient proposés. Le graphique ci-dessous présente les résultats de cette évaluation.



Il convient de noter que seuls **30 personnes** (sur une soixantaine) ont participé à cette évaluation. Il apparaît que, dans l'ensemble, la majorité d'entre eux a marqué sa satisfaction par rapport aux différents thèmes. La plus grande satisfaction a été notée au niveau de la modération de la plénière, l'encadrement des groupes et le cadre de travail venant en deuxième position. Toutefois, il ne faut pas occulter les griefs émis à l'encontre de la gestion du temps principalement, mais aussi à propos des informations reçues avant l'atelier. La prise en charge adéquate de ces récriminations s'impose donc pour mieux faire une prochaine fois.

VII CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'atelier de synthèse des contributions des régions à la revue nationale ont été à la hauteur des attentes. Les points saillants régionaux en matière de suivi du DSRP ont été identifiés par chaque région sur la base du canevas du rapport de synthèse et partagés. En outre, des éléments d'analyse par axe stratégique ont été développés sur la base des points saillants retenus pour la synthèse, en incluant des aspects relatifs aux spécificités régionales jugés pertinents ; en fin des éléments de contenu sont disponibles pour l'élaboration du rapport de synthèse.

Concernant les modalités de participation des régions aux journées de revue du DSRP 2 des propositions ont été faites par les groupes de choisir, pour la représentation des régions à la validation politique, entre le Gouverneur et le Président du Conseil Régional, à défaut de pouvoir les convier tous les Deux. Quant à la validation technique, il a été proposé que la représentation se fasse par axe, tout en veillant à ce que chaque région y ait au moins un représentant. Ainsi,

trois personnes au maximum (dont le rapporteur) devraient être désignées pour chaque axe pour assurer sa représentation. De ce fait, parmi ces douze personnes, chaque région aurait la possibilité de se faire représenter.

Les échanges ont été fort intéressants et riches en enseignement, ce qui nous a permis d'en tirer des leçons à l'issue de cet atelier et de faire les recommandations suivantes qui tourment essentiellement autour de deux points.

1. L'organisation et le déroulement de l'atelier

Comme il est ressorti de l'évaluation, certains participants ont jugé insuffisantes les informations reçues avant l'atelier. Il conviendrait donc, ultérieurement, que les organisateurs échangent davantage avec les participants. A cet effet, des **termes de références appropriés** (avec une méthodologie détaillée) devraient être élaborés et **partagés à temps** avec tous les acteurs, en leur donnant l'opportunité d'y apporter leurs appréciations et non communiqués juste pour information.

Par ailleurs, le temps consacré à l'atelier a été trop court par rapport aux résultats attendus, ce qui fait les restitutions ont été escamotées et les discussions limitées. Il aurait fallu prévoir au moins **trois jours** pour permettre aux acteurs d'échanger d'abord plus amplement sur leurs documents régionaux avant de s'atteler à leur synthèse.

D'autre part, le travail demandé au groupe 1 (axe création de richesse et croissance pro pauvre, qui comporte le plus grand nombre de sous-secteurs) a été trop lourd par rapport au temps imparti. Une **scission en deux** sous-groupes s'impose prochainement pour plus d'efficacité dans le travail.

Des couacs ont été notés au cours de la deuxième session des travaux de groupes (particulièrement dans le groupe 1 dont les membres n'ont pas jugé opportun de faire le travail demandé). La précédente recommandation concernant **l'élaboration et le partage à temps des termes de références** aurait pu permettre d'éviter ces désagréments.

De manière générale, les participants ont fortement déploré la sous représentation de la CSPLP au cours des ateliers avec les régions, notamment **l'absence du** qui se fait souvent représenter. La CSPLP gagnerait à redorer son image auprès des acteurs régionaux en se faisant plus amplement représenter dans les rencontres avec ceux-ci pour ne pas leur donner l'impression d'être minimisés par les plus hautes autorités de la structure.

2. Le suivi de l'atelier

a. Au niveau régional

Compte tenu des lacunes qui ont été observées dans les rapports régionaux (surtout sur les parties concernant les indicateurs et la mobilisation des ressources), les groupes techniques restreints devraient s'atteler à compléter les informations manquantes et finaliser rapidement les rapports d'avancement conformément au canevas en prenant en compte les observations faites par la plénière.

En outre, pour les prochaines revues, la collecte des informations ne doit plus se faire de manière ponctuelle, pour les seuls besoins de la revue nationale. Tous les acteurs locaux (autorités administratives, collectivités locales, services déconcentrés et décentralisés, ONG, Projets, Programmes, secteur privé, société civile, etc.) devraient s'impliquer dans le suivi de la SRP et l'intégrer dans leurs tâches quotidiennes.

b. Au niveau national

Les outputs de l'atelier devraient être mis à profit pour la **finalisation rapide du rapport de synthèse** des contributions régionales. A cet effet, il convient de mobiliser un comité de rédaction dont le noyau dur est déjà constitué par les rapporteurs des quatre groupes et du consultant.

Pour la **validation technique**, les propositions de représentation faites par axe doivent être revues pour que toutes les régions y figurent. En effet, huit régions sur onze ont été représentées. Il s'agit notamment de Ziguinchor (2 représentants), Thiès (2), Dakar (1), Saint-Louis (1), Kaolack (1), Kolda (1), Diourbel et Tamba. Il convient à cet effet de compléter les représentants de l'axe 4 (seul le rapporteur a été désigné) en offrant un place à deux des régions non encore représentées (Fatick, Louga et Matam) et de remplacer, dans un des axes 1 et 3, une des régions ayants deux représentants par la région restantes.

En outre, il faudra profiter de l'occasion de cette rencontre pour reposer le débat sur **la mise en œuvre des POR** qui a été initié au cours de cet atelier.

Concernant la **validation politique**, il serait souhaitable de convier aussi bien les Gouverneurs que les Présidents de Région, pour éviter des frustrations, mais aussi pour encourager le début de collaboration enclenché dans certaines régions concernant ces autorités et par delà favoriser une représentativité optimale des régions au niveau politique.

ANNEXES

Annexe 1 Programme indicatif**Mercredi 29 Avril 2009**

<u>Horaire</u>	<u>Activités</u>
08h00-08h30	Briefing de l'équipe d'organisation
08h30 -09h40	Installation et présentation des participants et des leçons apprises des régions
09h40-10h15	Présentation de la feuille de route et des objectifs et résultats attendus de l'atelier Présentation de la méthode de travail globale
10h15-10h30	Présentation du canevas détaillé du rapport de synthèse
10h30-11h00	<u>Pause café</u>
11h00– 13h45	Travaux de groupe parallèles sur les quatre (4) axes
13h45– 15h00	<u>Pause-déjeuner</u>
15h00 - 17h30	Poursuite et finalisation des travaux de groupe parallèles sur les quatre (4) axes et recommandations clés pour les axes N.B. : <u>Pause-café à intégrer dans les travaux de groupes</u>
17h30	Fin de la journée de travail
17h30- 18h00	Feed back et évaluation-éclair de la journée avec les rapporteurs
18h00-18h30	Réunion de l'équipe de facilitations

Jeudi 30 Avril 2009

<u>Horaire</u>	<u>Activité</u>
8h30 – 9h00	Mise en place et préparation des rapporteurs
8h45 – 10h45	Restitution des axes 1 et 2
10h45 - 11h00	<u>Pause café</u>
11h00-13h00	Restitution des axes 3 et 4
13h00– 14 h30	<u>Pause-déjeuner</u>
14H30- 16h00	Travaux de groupe et restitution sur le dispositif à mettre en place pour le suivi de recommandations de la Revue
16h00-16h30	<u>Pause café</u>
16 h30 – 17 h30	Identification des prochaines étapes vers la validation technique/politique
17h30-18h00	Clôture et évaluation par les participants de l'atelier
18h00	Fin de l'atelier

Annexe 2 Liste des participants

N°	Prénom	Nom	Fonction /structure	N° tel / fax	Email
1.	Koudia	ANNE	SRP/Kaolack	33 941 20 64 / 77 548 0611	srpkaolack2006@yahoo.fr
2.	Amadou Abdoulaye	BA	Représentant Société Civile Kaolack	33 940 21 71 / 77 654 95 45	a2ba2000@yahoo.fr
3.	Awa Maty Basse	BA	CSPLP	33 889 21 66 / 77 605 35 57	awamaty@gmail.com
4.	Boubacar	BA	SRP Ziguinchor	77 571 10 41	abubexr@yahoo.fr
5.	Mountaga	BA	Chef SRP/ Fatick	77 448 28 51	mdaha5@yaoo.fr
6.	Ousmane	BA	Coordonnateur Société Civile Matam	77 525 67 31 / 33 966 65 23	keoba66@yahoo.fr
7.	Sellé	BA	SRSD Dakar	77 312 48 28	sellegana@yahoo.fr
8.	Abdou Hadj	BADJI	Président CRCR Ziguinchor	77 657 55 20	hadjbaq@yahoo.fr
9.	Nathaly Manga	BADJI	Consultante	33 822 05 01	amanga@gmx.net
10.	Gora	BEYE	CSPLP	77 635 74 64	beyegora2005@gmail.com
11.	Mame Less	CABOU	Ad Gouverneur Kaolack	77 529 06 09	mamelesscabou@yahoo.fr
12.	Lamine	CAMARA	Adj chef SRP Tamba	76 684 47 55 / 33 981 10 85	srptamba@yahoo.fr
13.	Alioune	CISSE	Chef SRSD Louga	33 967 11 12	atayacisse@yahoo.fr
14.	Lamine	CISSOKHO	ARD/RSE	77 565 75 54	lmcissokho@yahoo.fr
15.	Alexandre	COLY	CR/ Ziguinchor	77 554 43 73	yacintecoly@yahoo.fr
16.	Sidy	COULIBALY	ARD/Tamba	77 712 28 97	estsidy@yahoo.fr
17.	Issa	DABO	Chargé de programme CR Tamba	77 634 71 59 / 76 298 53 16	isdabo6@yahoo.fr
18.	Mouhadji	DAFF	SRSD Tamba	77 515 15 02	daffmouha@live.fr
19.	Mahi Amadou	DEME	CSPLP	77645 87 71	mahiamadoudou@gmail.com
20.	Alassane	DIA	Directeur ARD Fatick	77 725 00 48	alassdia@hotmail.com
21.	Djibril	DIA	Chef SRP	77 566 31 25	djibrildia@yahoo.fr
22.	Serigne Mbaye	DIAGNE	CR/ Kaolack	77 372 41 00	m-mbayediagne@hotmail.fr
23.	Demba	DIALLO	Coord. Rég. Société Civile Saint-Louis	77 567 60 53	ndiourdiallo2@yahoo.fr

N°	Prénom	Nom	Fonction /structure	N° tel / fax	Email
24.	Samba	DIARRA	Chef Service santé, action sociale et solidarité CR Dakar	77 718 29 90	Sambadiarra68@gmail.com
25.	Abdou	DIONE	Chef SRADL Saint-Louis	33 961 13 53	sradls@gmail.com
26.	El Hadji Malick	DIOP	Pdt Commission CL/DSRP	77 634 96 33	rppdsenegal@yahoo.fr
27.	Issa	DIOP	chef SRSD	33 971 14 16	itaph2003@yahoo.fr
28.	Mamouth	DIOP	Resp. activités économ. ARD Kaolack	33 941 77 53 / 76 380 39 19	mamouthdiop@yahoo.fr
29.	Moctar	DIOP	Ad Gouverneur Saint-Louis	77 529 06 19	mathardiop@yahoo.fr
30.	Souleymane	DIOP	Chef SRP Matam	77 668 17 88	diopsouleymane@gmail.com
31.	Fatou	DIOUF	Coordonnatrice Coalition régionale Société Civile Diourbel	77 633 28 40	faatuballe@yahoo.fr
32.	Tierno	DIOUF	UNFPA	77 426 30 02	diouf@unpfa.org
33.	Arame Coumba	FALL	Gp Société Civile	77 641 37 19	aramecoumbafall@yahoo.fr
34.	Fodé	FALL	Ad Gouverneur Louga	77 529 06 15	fodefall@hotmail.com
35.	Sidy Bara	FALL	Chef SRP Dakar	77 558 19 94	sbfall@yahoo.fr
36.	Soukeynatou	FALL	Chargée de programme UNFPA	77 450 36 76	fall@unpa.org
37.	Mouhamadou Lamine	FAYE	SRP/Kolda	77 518 88 99	fayelamine@yahoo.fr
38.	Amadou Lamine	GUISSE	Ad Gouverneur Kolda	77 529 06 10	lamineguisse2003@yahoo.fr
39.	Bocar	KA	SRSD Saint-Louis	77 438 37 92	bocar.ka@gmail.com
40.	Souleymane	KA	Chargé de programme MEF /DDI	33 889 26 78	souleyka2@yahoo.fr
41.	Mamadou Lamine	KANE	Pdt CR Matam	77 646 04 98	
42.	Amadou Bamba	KONE	Ad Gouverneur Tamba	77 529 06 22	bambakone@yahoo.fr
43.	Ibrahima	KOUSSY	PARRP/ GTZ –MEF	77 619 68 76	lbrahima1920008@yahoo.fr
44.	Karla	KREIGER	Coopération Autrichienne	33 823 91 82	karla.kreiger@ada.gv.at
45.	Abdou Khadre	LO	UAEL	77 630 94 01	dieylanilo@yahoo.fr
46.	Omou SY	MBAYE	Chef SRP Thiès	77 645 16 86	srplanthiès@yahoo.fr
47.	Abdou	NDIAYE	Chef de Division CR Diourbel	33 971 20 69 / 77 513 22 77	abdougod@yahoo.fr

N°	Prénom	Nom	Fonction /structure	N° tel / fax	Email
48.	Atoumane	NDIAYE	Chef SRSD Matam	77 657 81 06 / 33 966 61 14	abboufiss@yahoo.fr
49.	Ibrahima	NDIAYE	Adj chef SRP Diourbel	33 971 16 01 / 77 565 22 97	ibrahima75ndiaye@yahoo.fr
50.	Ibrahima	NDIAYE	Chargé de programme DCEF/MEF	33 822 35 62	iboundiaye97@yahoo.fr
51.	Mbaye	NDIAYE	SRSD Kaolack	33 941 28 84 / 77 630 82 06	mbayekiki@yahoo.fr
52.	Momar	NDIAYE	Chef SRP Saint-Louis	33 961 19 45	njaaymomar@yahoo.fr
53.	Moustapha	NDIAYE	Ad Gouverneur Fatick	77 529 06 04	moustaphandiaye71@yahoo.fr
54.	Thiayéda	NDIAYE	SRSD Kolda	33 996 10 32	thiayeda@yahoo.fr
55.	Touty Cissé	NDIAYE	PARRP- GTZ/MEF	33 822 05 01	touty.cisse@gtz.de
56.	Alassane	NDOUR	Secrétaire Général Conseil Régionale Fatick	77 565 12 82	alandour@yahoo.fr alndour@gmail.com
57.	Meïssa	NDOUR	Chef SRSD thiès	77 501 76 01 / 33 951 16 18	meissandour@yahoo.fr
58.	Ousmane	NIANE	ARD/ Ziguinchor	77 571 98 82	ousmniane@yahoo.fr
59.	Seynabou Diouf	NIASSE	Consultante	77 651 02 38	seyniasse@yahoo.fr
60.	Noriko	SAKAMOTO	Chargée de programme UNICEF	33 889 03 00	nosakamoto@unicef.org
61.	Ousmane Oumar	SALL	Chef SRAT Fatick	33 949 12 28 / 76 565 26 69	sratfatick@yahoo.fr
62.	Famara	SANE	CR Kolda	77 646 87 60	diambilpoune@yahoo.fr
63.	Antoine	SANKA	Chef SRSD	77 632 33 54 / 33 991 12 58	antoine-sanka@yahoo.fr
64.	Coumba Diouf	SECK	Cellule Régionale CONGAD Thiès	77 532 69 52	cdseck1@yahoo.fr
65.	Ndiankou	SEYE	Chef Division Etudes et Planification Conseil Régional Thiès	77 164 73 58 / 33 939 56 57	ndiankou50@yahoo.fr
66.	Abdoul Hamid	SOUMARE	Resp. informatique ARD Diourbel	77 563 31 19 / 33 971 50 98	hamidsoumare@yahoo.fr

N°	Prénom	Nom	Fonction /structure	N° tel / fax	Email
67.	Abdou Khadre	SOW	Conseil Régional Saint-Louis	77 564 51 87	sowabdoukhadre@yahoo.fr
68.	Mamabou Bassirou	SOW	OSC Culupas Tamba	77 558 55 64	ramata500@yahoo.fr
69.	Ousmane	SOW	ARD/ SL	77 793 12 25	oussousow@yahoo.fr
70.	Silvia	TESTA	Consultante	77 417 60 63	shirin1neshat@hotmail.com
71.	Mbouye	TRAORE	SRSD Fatick	77 544 70 37	traorembouye@yahoo.fr
72.	Seydou	WANE	OSC Kolda	77 639 10 44	wane.seydou@gmail.com

Annexe 3 Composition des groupes de travail par axe

GROUPE 1

AXE 1: Création de richesse et croissance pro pauvre

Encadreur : Mme Seynabou Diouf NIASSE
 Président : Alexandre COLY
 Rapporteur : Meïssa NDOUR
 Salle de travail : SOMONE de l'hôtel Ngor Diarama

NR	PRENOMS	NOM	STRUCTURE	REGION
01	Thiaéda	NDIAYE	Statistiques	KOLDA
02	Samba	DARRA	Conseil Régional	DAKAR
03	Mamouth	DIOP	ARD	KAOLACK
04	Lamine	CAMARA	SRP	TAMBA
05	Mbouye	TRAORE	SRSD	FATICK
06	Bocar	KA	SRSD	SAINT-LOUIS
07	Meïssa	NDOUR	SRSD	THIES
08	Ibrahima	NDIAYE	SRP	DIORBEL
09	Alioune	CISSE	SRSD	LOUGA
10	Atoumane	NDIAYE	SRSD	MATAM
11	Mactar	DIOP	GOUV	SAINT-LOUIS
12	Ousmane	NIANE	ARD	ZIGUINCHOR
13	Alexandre	COLY	Conseil Régional	ZIGUINCHOR
14	Famara	SANE	Conseil Régional	KOLDA
15	Mbaye	NDIAYE	SRSD	KAOLACK
16	Karla	KREIGER	Coopér. Autrichienne	KOLDA/SEDHIOU

GROUPE : 2**AXE 2 : Amélioration de la qualité de l'accès aux services sociaux**

Encadreur : Mme Silvia TESTA

Président : Mohamadou Lamine FAYE

Rapporteurs : Principal : Ousmane SOW

Secondaire : Sidy COULIBALY

Gestionnaire de temps : Abdou Ndiaye

Salle de travail : Les LIONS de l'hôtel Ngor Diarama

NR	PRENOMS	NOM	STRUCTURE	Téléphone et Email	REGION
01	Mohamadou lamine	FAYE	S.R.Planification	77 5188899 fayelamin@yahoo.fr	Kolda
02	Thierno	DIOUF	UNFPA	774263002 Thierno.diouf@undp.org	Dakar
03	Khoudia	ANNE	S.R.Planification	775480611 Khouz0507@hotmail.mail	Kaolack
04	Issa	DABO	CR	776347159/762985316 isdabo6@yahoo.fr	Tamba
05	Sidy	COULIBALY	ARD	77 2122897/ estsidy@yahoo.fr	Tamba
06	Mountaga	BA	S.R.Planification	339491248/774482851 mdaha5@yahoo.fr	Fatick
07	Ousmane Oumar	SALL	SRAT	339491228 /765652669 sratfatick@yahoo.fr	Fatick
08	Ousmane	SOW	ARD	oussousow@yahoo.fr	Saint Louis
09	Momar	NDIAYE	S.R.Planification	njaaymomar@yahoo.fr	Saint Louis
10	Coumba diouf	SECK	Société civile	775326952 Cdseck1@yahoo.fr	Thiès
11	Issa	DIOP	SRSD	ltaph2003@yahoo.fr	DIOURBEL
12	Abdou	NDIAYE	CR	339712069/775132277 abougod@yahoo.fr	DIOULBEL
13	Djibril	DIA	S.R.Planification	775663125 djibrildia@yahoo.fr	Louga
14	Lamine	CISSOKHO	ARD	775657554 lmcissokho@yahoo.fr	Matam
15	Antoine	SANKA	SRSD	776323354 Antoine_sanka@yahoo.fr	Ziguinchor

GROUPE : 3**AXE 3 : Protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes**

Encadreur : Mme Soukeynatou FALL

Président :

Rapporteur : Amadou Lamine GUISSÉ

Représentants à la validation technique :

M. Abou Aziz Badji de la société civile /Ziguinchor

M. Guissé adjoint au gouverneur de Kolda

M. Ndiakou Seye Conseil Régional de Thiès

Salle de travail : DJOUTH de l'hôtel Ngor Diarama

GROUPE : 4**AXE 4 : Bonne gouvernance et développement décentralisé participatif**

Encadreur : Mme Nathaly Manga BADJI

Président : Abdou Khadre LO

Rapporteur : Abdoul Hamid SOUMARE

Salle de travail : DJOUTH de l'hôtel Ngor Diarama

Annexe 4 Produits des travaux de groupe

4.1 PRODUITS DU GROUPE 1

Indicateurs retenus	National		Diourbel		Kaolack		Fatick		Tambacounda		Louga		Saint-Louis		Thiès		Ziguinchor		Kolda		
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	
par an																					
ÉNERGIE																					
17. Taux d'électrification rurale	17,2%		nd	nd	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC			AC	AC	AC	AC			
MICROFINANCE																					
18. Nombre de bénéficiaires	923 682	1 000 656	nd	nd	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC			ND	ND	AC	AC			
SECTEUR PRIVE																					
19. Délais et coût du transfert de propriété																					
EQUITÉ DE GENRE																					
pourcentage de femmes dans les instances de décision au niveau politique		10%	AC	10%	AC	AC	AC	AC	30%	30%	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC			
EMPLOI																					
21. Taux de sous-emploi	19.50%	18.20%			ND	ND	ND	ND	AC	AC					AC	AC	ND	ND			
22. Taux d'activité	53.46%	56.37%		37,4%	ND	ND	ND	ND	AC	AC					AC	AC	ND	ND			
ARTISANAT																					
INDUSTRIE																					

AC = A compléter

ND = Non déterminé

Analyse des résultats sur la base des indicateurs¹

AXE I : CREATION DE RICHESSE ET CROISSANCE PRO-PAUVRE

Président : **Alexandre Coly CT/CR Ziguinchor**

Rapporteur : **Meïssa NDOUR Service Régional de la Statistique et de la Démographie Thiès**

Encadreur : **Mme Seynabou Diouf NIASSE**

Représentants à la validation technique : **Meïssa NDOUR SRSD Thiès**
Alexandre COLY CR Ziguinchor
Samba DIARRA CR Dakar

Représentants à la validation politique : Gouverneur et Président du Conseil Régional de chaque région

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
AGRICULTURE	Tendance positive des indicateurs retenus se caractérisant par une augmentation de la production céréalière dans toutes les régions	<ul style="list-style-type: none"> - GOANA - Pluviométrie abondante - Projets et programmes - disponibilité des intrants 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Difficultés de commercialisation de la production 2. Arrivée et distribution relativement tardive des intrants 3. Mauvaise qualité de certains intrants, 4. Inadaptation de certains intrants (zone Sud) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement de la mécanisation de l'agriculture 2. Augmentation des surfaces irriguées 3. Poursuite de la diversification des productions agricoles 4. Accroissement des ressources financière destinées à l'agriculture 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Avoir une approche filière pour une meilleure adéquation offre/demande 2. Mettre en place un mécanisme de financement adéquat 3. Développer et promouvoir les marchés agricoles

¹ NB : Prendre en compte la mobilisation des ressources et les réformes dans l'analyse des résultats.

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
ELEVAGE	Tendance positive des indicateurs retenus (excepté à Louga, Matam et Kolda)	<ul style="list-style-type: none"> - GOANA (mise à disposition d'aliment de bétail dans certaines zones d'élevage) - Disponibilité de pâturages - PEPAM - Coopération décentralisée 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Difficultés d'accès à l'eau 2. Fréquence des feux de brousse 3. Difficultés d'accès aux soins vétérinaires 4. Insuffisance des ressources humaines techniques 5. Difficultés de conservation et de transformation du lait 6. Eleveurs pas suffisamment organisés 7. Contraintes socio-culturelles dans la modernisation de l'élevage (insémination artificielle) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement de l'élevage par la stabulation (mise en place d'un fonds d'appui à la stabulation) 2. Intensification de la production de lait et de viande 3. Appui aux organisations de regroupement professionnel (Comité National de l'Interprofession de la Filière Lait) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Poursuivre la politique de réhabilitation et de construction de nouveaux forages 2. redynamiser et appuyer les comités de lutte contre les feux de brousse 3. Renforcer les ressources humaines pour l'assistance du secteur 4. Renforce l'information, la formation et la sensibilisation des éleveurs 5. Accélérer le processus de généralisation des Centres d'Impulsion et de Modernisation de l'Élevage (CIMEL) 7. Accélérer la mise en œuvre de la politique d'insémination, de la production de lait et de viande et de l'appui aux organisations

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
PECHE ET AQUACULTURE	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre d'AMP aménagées - Poursuite de la construction d'aires de débarquement et sites de transformation des produits halieutiques - Poursuite du programme 1 pêcheur/1gilet - Amélioration de l'accès au financement - Mise en œuvre des programmes de recherche - Poursuite de la réalisation de bassins aquacoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'AMP - Existence de communautés de pêcheurs qualifiés - Volonté de l'Etat de promouvoir le secteur 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Non respect de la réglementation en vigueur (mauvaises pratiques de pêche) 2. Disparition / raréfaction de certaines espèces (Ziguinchor) 3. Diminution des ressources 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement du dispositif de suivi des ressources halieutiques 2. immatriculation informatisée des pirogues 3. Réforme et renforcement du système d'information et d'analyse des pêches 4. Appui à la création d'aires marines protégées 5. Appui à l'immersion des récifs artificiels 6. Développement de la pêche continentale 	<p>Poursuite de la construction des aires de débarquement et des structures de transformation</p> <p>Favoriser l'installation d'unités de conservation et de transformation</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
TOURISME	<ul style="list-style-type: none"> - Accroissement du nombre de touristes - Réhabilitation de campements villageois de tourisme rural intégré (Ziguinchor) 	<ul style="list-style-type: none"> - Effort d'organisation du secteur (Protocole entre le Ministère du Tourisme et l'ANSD pour faire un état des lieux en vue d'une meilleure gestion du secteur) - Disponibilité de nombreux produits touristiques - Position de finistère ouest africain du Sénégal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accentuation de la déperdition des mœurs 2. Augmentation de la prévalence du Sida et des IST 3. Enclavement de certaines zones et mauvais état des voies d'accès 4. Insuffisance de la promotion de la destination Sénégal 5. Difficultés de fonctionnement des organisations du secteur 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aménagement de nouveaux sites touristiques 2. Assainissement du secteur 3. Développement du tourisme communautaire 4. Mise en place du système d'information Marketing du tourisme 5. Promotion du tourisme dans les principaux marchés émetteurs 6. Normalisation et Qualité dans les établissements d'hébergement touristique. 7. Développement de l'écotourisme 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décentraliser davantage les actions de l'ANPT dans les régions 2. Renforcer les effectifs et les moyens de la police des mœurs 3. Recenser les sites, les aménager et les rendre accessibles 4. Faire une étude diagnostique en vue de proposer des solutions aux problèmes de fonctionnalité des organisations du secteur

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés	Observations
		Atouts	Contraintes			
TRANSPORT ET MOBILITE	Baisse des réalisations d'infrastructures (pistes et routes)	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de PTF disposés à financer le secteur - Disponibilité de matériaux de construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des moyens financiers des collectivités locales et de l'Etat - Médiocre qualité des pistes et routes réalisées - Kilométrage de route insuffisant 	Réhabilitation, élargissement et construction de nouvelles routes et d'ouvrages d'art (voir BCI)	Construction de la route Vélingara-Koungoul pour contourner la Gambie Respecter les normes de qualité	<p>Du fait de la mauvaise qualité des pistes antérieurement réalisées, des élus ont décidé de surseoir provisoire à la réalisation de nouvelles pistes au vu de la faiblesse des ressources</p> <p>La conjoncture difficile a fait que le nombre de km de routes revêtues a baissé</p>
ENERGIE	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la puissance installée - Augmentation de la production d'énergie - Augmentation du nombre de villages électrifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de l'ASER, de PTF - Implication des émigrés - Potentiel des énergies renouvelables 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mauvaise qualité du service 2. Problèmes financiers dans le secteur 3. Forte dépendance extérieure de la SENELEC pour l'énergie thermique 4. Monopole au niveau de la distribution de l'énergie 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Programme d'urgence d'électrification de l'Etat pour 6 milliards 2. Programme d'amélioration du secteur électricité 2. Diversification des sources 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Libéralisation de la distribution de l'énergie électrique 2. Accélérer la réforme en cours 	

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
MICROFINANCE	<p>Augmentation des SFD</p> <p>Accroissement du volume de crédit octroyé</p> <p>Diversification de partenaires financiers et ou techniques</p>	<p>Existence du Programme d'appui à la Lettre de politique sectorielle de la microfinance</p>	<p>Baisse de l'épargne des sociétaires ; des IMF</p> <p>Insuffisance de ressources financière (ligne de crédit ou fonds e garantie)</p> <p>Absence de politique de crédit à moyen et long terme</p>	<p>Rendre effectif la mise en œuvre de LPS</p>	<p>Aider les Institutions de microfinance (IMF) locales à se constituer en réseau</p> <p>Professionnaliser le sous secteur</p> <p>Mettre à la disposition des SFD des ressources longues (ligne de crédit, fonds de garantie) par le biais des partenaires financiers</p>
SECTEUR PRIVE	<p>-Installation de quelques entreprises</p> <p>- Quelques entreprises ont été dissoutes ou fermées</p> <p>* Des litiges ont été traités</p> <p>-Des entreprises à haute valeur ajoutée et ou à haute intensité de main d'œuvre sont créées</p> <p>*Des domaines industriels sont créés</p> <p>*Une zone franche industrielle existe</p> <p>*Des zones artisanales existent</p> <p>*Des zones industrielles existent</p>	<p>-Existence d'un code des investissements, d'un code de la zone franche industrielle, et points francs</p> <p>- Loi 7790 portant création des domaines industriels</p> <p>-Main d'œuvre assez qualifiée et abordable</p> <p>*Existence de tribunaux et de magistrats</p> <p>*Existence de l'ordre des avocats</p> <p>-Disponibilité de matières premières à transformer</p> <p>-Existence de débouchés commerciaux</p> <p>*Existence de la demande des promoteurs</p> <p>*L'engagement de l'Etat</p> <p>*Disponibilité des ressources financières</p>	<p>-Conditions d'accès au financement difficiles</p> <p>-Accès au foncier difficile</p> <p>-Les coûts des facteurs de production élevés (énergie)</p> <p>* L'insuffisance du nombre de magistrats et d'avocats</p> <p>*L'importance du nombre de dossiers à traiter</p> <p>*Insuffisance du matériel d'équipement au niveau des tribunaux</p> <p>- Insuffisance de la qualité des matières premières</p> <p>-Main d'œuvre peu qualifiée</p> <p>*Difficulté d'accès au foncier</p>	<p>- Projet de promotion des investissements privés</p> <p>- Unité de promotion des partenariats publics privés</p>	<p>- Renforcer les mécanismes de facilitation d'accès au financement</p> <p>- Accélérer la révision de la loi sur le domaine national</p> <p>- Libéraliser la production et la distribution des facteurs de production</p> <p>*Former un nombre plus important de magistrats et d'avocats</p> <p>*Construire de nouveaux sièges pour les cours et tribunaux Et les équiper</p> <p>-Bien respecter les normes de production de la matière première e -être rigoureux sur le choix de la matière première</p> <p>*Accélérer la révision de la loi sur le domaine foncier</p> <p>*Démultiplier les sources de financement</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés
		Atouts	Contraintes		
			*Insuffisance des ressources financières		

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés	Observations
		Atouts	Contraintes			
EQUITE GENRE	Amélioration de la représentation des femmes dans les instances de décision	SNEEG	Faible vulgarisation de la SNEEG au niveau des régions	Mise en œuvre des plans d'action de la SNEEG	Meilleure vulgarisation de la SNEEG au niveau régional	
EMPLOI	On note une tendance positive dans le secteur de l'emploi avec une baisse du taux de sous-emploi et une augmentation du taux d'activité	Population active très jeune. Diversification des secteurs d'apprentissage. Existence d'un Système d'information sur le Marché de l'emploi. (SIME). Existence de ligne de crédit pour financer l'emploi des jeunes (FNPJ,). Existence d'un document d'orientation sur la politique nationale de l'emploi. Existence de structures de formation professionnelle. Existence d'un secteur informel pourvoyeur	Faiblesse des AGR ne permet pas une création durable des emplois surtout en milieu rurale. Faible organisation du secteur informel. Absence d'une enquête nationale spécifique à l'emploi. Faible organisation des acteurs des métiers d'apprentissage pour développer leur secteur d'activité. Mauvaise gestion des fonds pour la promotion de l'emploi	Cf. document portant sur la politique nationale de l'emploi	Mettre en place des écoles techniques ou lycée agricole qui auront une réelle emprise sur le développement de l'emploi au niveau de la région. Mettre en place des projets d'appui au développement des filières agricoles porteuses de croissance	Organiser une enquête nationale spécifique à l'emploi

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés	Observations
		Atouts	Contraintes			
		d'emploi				

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés	Observations
		Atouts	Contraintes			
ARTISANAT	Contribution au PIB en baisse Accroissement de l'emploi dans le secteur Offre de formation, de qualification et d'insertion des jeunes (315000 artisans formés dans l'artisans et 25000 élèves formés dans ETFP)	Existence de chambre de métiers dans toutes les régions Existence de l'agence pour la promotion et le développement de l'agence (APDA) Existence d'un fonds de garanti de projets artisanaux (FGPA) Artisanat artistique, créatif et diversifié	Concentration du secteur dans le marché local Forte concentration du secteur dans l'économie informelle (85% artisanat populaire et 15% artisanat d'entreprise) Manque d'organisation du secteur Insuffisance de données quantitatives et qualitatives fiables	Développement des entreprises artisanales Professionnalisation des organisations professionnelles d'artisans Renforcement des capacités de l'agence pour la promotion et le développement de l'artisanat	Orienter le secteur vers le marché extérieur Intégration progressive de l'artisanat populaire dans le circuit formel Réactualisation du recensement des artisans (dont le dernier a eu lieu en 1992)	
INDUSTRIE	Baisse de la production industrielle (IPI de 8.4%)	Pluralité des acteurs Bonne organisation du secteur Existence de l'observatoire de l'industrie, Lettre de politique sectorielle pour les PME/PMI	Retard de paiement de la dette intérieure Crise financière internationale Problème d'énergie Décentralisation partielle du guichet unique de l'APIX	Redéploiement industriel Intégration dans l'économie régionale, régionale et sous-régionale et mondiale. Développement industriel endogène Réalisation de pôles régionaux de développement industriel Développement de	Régler rapidement les dettes envers les industriels Assurer une fourniture constante et suffisante en énergie Accélérer le rythme de décentralisation de l'APIX la création d'un environnement technique et réglementaire	Appliquer le plan de redéploiement industriel

Résultats attendus/Indicateurs	Tendance observée	Analyse des résultats		Perspectives (2009-2010)	Recommandations / messages clés	Observations
		Atouts	Contraintes			
				synergies entre le secteur artisanal et le secteur industriel	favorable	

4.2 PRODUITS DU GROUPE 2

MAQUETTE DE SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE L'AXE 2

Indicateurs retenus		National		Dakar		Diourbel		Fatick		Kaolack		Kolda		Louga		Matam		Saint Lou	
		2007	2008	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08
EDUCATION																			
23. Taux brut de scolarisation	National	87.60%				48,8%	53,1%	103,2	106,4	65,1	67,4%	99,1%	100,8%	60%	68%	60,04	62,24		86,1
	Filles	88.5%				54	57,4	102,9	106,9	AC	72,36%	92,5	95,6	66,2	69,1				93,7
	Garçons	86.8%				44,1	48,9	103,5	106,0	AC	62,82%	105,4	105,9	54,9	68,2				79,8
24. Taux d'achèvement	National	55.1%				31,26%	30,80%	ND	65,7	41,0	55,19%	ND	ND	35,4	42,5				54,3
	Filles	52.9%				29,9	31,9	ND	67,6	40,5	52,7%	ND	ND	36,5	41,2				56,6
	Garçons	57.3%				33,2	29,6	ND	63,9	41,1	53,90%	ND	ND	34,5	43,7				52
25. Taux brut d'Admission au CI	National	110.4%				67,9%	75,9%	139,1	137,9	96,3	94,6%	134,3	146	86,2	98,5				100
	Filles	115.4%				72,9	83,8	138,8	139,2	98	105,2%	133,6	144,2	97,2	97,2				113
	Garçons	105.7%				63	68	139,4	136,6	94,2	84,9%	135,1	147,8	77,1	97,93				89
26. Taux d'accroissement des effectifs (public, privé, apprentissage) de la FPT			5,9			46,5 935	53,4 1073	AC	AC	AC	AC	-2,60%	ND	273	247				
27. Effectifs enrôlés dans les programmes d'alphabétisation	National	51000	41660			3200	6614	AC	AC	5427	16977	ND	ND						
	Femmes	41541	312145			AC	AC	AC	AC	4833	14752	ND	ND	3046	5164				
	Hommes	9459	10 425			AC	AC	AC	AC	594	2225	ND	ND	243	1721				
SANTÉ																			
28. Nbre de malades du SIDA pris en charge		7325	7819			AC	403	176	AC		618	37	760 (KD et SD)	ND			151		327
29. Taux de couverture en TPI 2		61%				AC	43,1%	AC	AC	AC	39%	ND	41,39% (KD)						
30. Proportion d'accouchement effectué dans les formations sanitaires (assistés par du personnel formé)		62.50%				AC	89%	32,6%	AC	49,6	89%	ND	35,3% (KD)	38	72,63		40		57%
31. Proportion d'enfants (0-11 mois) complètement vaccinés		69%	80%			96%	80%	234660	AC		83	87%	84% (KD)	91%	104,49%				
32. Nbre d'enfants (0-5ans) bénéficiant d'une surveillance de l'état nutritionnel (poids/taille, poids/age) au niveau		280000	418000			AC	220033	64,5% (Couv. en SNP)	AC		54 459	Nd	10 165 (KD)						

Indicateurs retenus	National		Dakar		Diourbel		Fatick		Kaolack		Kolda		Louga		Matam		Saint Lou	
	2007	2008	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08	07	08
communautaire																		
EAU ET ASSAINISSEMENT																		
33. Taux d'accès global à l'eau potable	urbain	98.0%	75			AC	AC	AC	AC	AC	AC	17,6% Nd	22,7% Nd	97%			57	
	Rural	72.4%	73			AC	AC	AC	78	AC	AC			62%	62,3%		80	
34. Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain		63.9%	63,4			AC	AC	AC	11	AC	AC	Nd	Nd	27%				
35. Nombre de personnes nouvellement desservies en assainissement en milieu rural		29,700				AC	AC	AC	AC	AC	AC	ND	ND					
RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT																		
36. Ratio de reboisement et régénération sur le déboisement		1.08				ND	ND	AC	AC	AC	AC	ND	ND					
37. Quantité de biomasses végétales ravagées par les feux de brousse par an (en tonnes)		753900				ND		AC	AC	AC	AC	ND	ND					
38. Proportion de plans de gestion environnementale mis en œuvre et suivis (suivant EIE)		EIE				ND	ND	AC	AC	AC	AC	ND	ND					
HABITAT ET CADRE DE VIE																		
39. Nbre de personnes sorties des habitats spontanés et relogés par an						AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC	AC			

ND = Non déterminé

AC= A compléter

**Restitution Groupe de Travail Axe 2 Amélioration de l'Accès aux Services Sociaux de base
Dakar, Ngor Diarama, le 29 Avril 2009**

I. ANALYSE DES RESULTATS SUR LA BASE DES INDICATEURS

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUTS	CONTRAINTES	
EDUCATION	23. Taux Brut de Scolarisation	<p>Dynamique positive en ce qui concerne le TBS du point de vue global pour l'ensemble des régions du pays.</p> <p>Dynamique de maintien dans les régions à fort TBS (+ 85%)</p> <p>Dynamique de progrès assez significatif dans les régions à faible TBS (- 85%)</p> <p>Progrès les plus importants sont notés à Louga (8,6 pts) et Diourbel (5,9 pts)</p> <p>Le TBS reste</p>	<p>Pour le taux de la région de Louga problème de la source qui n'est pas la même entre 2007 et 2008, donc on ne peut pas comparer !</p>	<p>Mise en places de programmes tels le SCOFI et la Case des tous petits</p> <p>Stratégie au niveau de Diourbel : mise en place d'établissements mixtes (enseignement coranique + école française)</p> <p>Programme important de remplacement des abris provisoires (cf. BCI)</p>	<p>Rejet de l'école voire interdiction Cf. (Diourbel : interdiction des écoles françaises au niveau de Touba, qui est une ville attractive donc poids démographique)</p> <p>Concurrence des daaras</p> <p>La réussite à l'école n'est pas reconnue comme modèle de réussite sociale</p> <p>Louga : attirance de l'émigration; dispersion de l'habitat qui ne facilite pas</p>	<p>Compléter la maquette : pour avoir une bonne lecture de la tendance il faudrait aussi les données de 2005 et 2006</p> <p>Renforcer la stratégie d'introduction de l'enseignement coranique dans les écoles françaises</p> <p>Développer des stratégies spécifiques pour les régions à faible TBS (ex. Trouver un système qui permette de valoriser les enseignements reçus au niveau des daaras (modernisation des</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
		<p>faible à Diourbel malgré les progrès réalisés</p> <p>Ecart entre garçons et filles se réduit. Au contraire, la tendance est à ce que les filles restent davantage à l'école que les garçons. (CF. Ziguinchor Abandon précoce des garçons)</p> <p>Tendance inverse à Tamba ou Kolda où à cause des mariages précoces et grossesses précoces les filles quittent tôt l'école</p> <p>Matam progression que de deux points : infrastructures scolaires insuffisantes et</p>			<p>l'implantation des établissements scolaires</p> <p>Matam : la transhumance pose problème</p> <p>Tamba et Kolda mariages précoces et grossesses précoces</p>	<p>daaras)</p> <p>. Renforcer le dispositif et l'accès à pour que les enfants de Touba aillent à l'école à Mbacké (améliorer la carte scolaire de Mbacké mais attention à la saturation)</p> <p>Renforcer les moyens des CL</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
		école moderne compensée par l'école coranique (garçons) ; les filles ont pris un peu le dessus sur les garçons				
	24. Taux d'achèvement	<p>Tendance globalement positive mais progression relativement très faible par rapport à la cible (85% pour 2010)</p> <p>Grand bond à Kaolack (11 pts)</p> <p>Equilibre entre garçons et filles</p>		<p>Installation des cantines scolaires à Kaolack pour assurer la présence des élèves toute la journée avec l'apport important des partenaires</p> <p>Installation de latrines pour les filles au niveau des établissements scolaires</p> <p>Parrainage des filles par UNESCO BREDÀ à Tambacounda</p>	<p>Tendance au mariages précoces surtout au niveau de Kolda même si en recul</p> <p>Enrôlement des enfants par les marabouts</p> <p>Tendance à l'abandon à partir d'un certain âge car « modou modou » comme modèle de réussite sociale</p> <p>Proportion importante des abris provisoires au niveau des infrastructures (surtout à Matam)</p>	<p>Maintenir les efforts en matière de lutte contre les mariages précoces</p> <p>Initier des mesures d'accompagnement pour le maintien des enfants à l'école</p> <p>Assurer un investissement conséquent pour le remplacement des abris provisoires</p> <p>Renforcer les ressources financières des CL</p>
	25. Taux brut d'Admission au CI	Dans l'ensemble des régions la		Stratégies gagnantes:	Contraintes d'ordre religieux	Adapter l'offre d'éducation aux

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUS	CONTRAINTES	
	(cible 2007 : 100%)	dynamique est bonne mais on signale que Diourbel et Kaolack n'ont pas encore atteint la moyenne. On constate des progrès quand même au niveau de Diourbel, surtout par rapport aux filles		-Campagnes de sensibilisation par l'IA - Emissions radiophoniques et fora - Installation de cantines scolaires	au niveau de Diourbel, Kaffrine et Kaolack (offre d'éducation inadaptée)	spécificités locales (ex. introduction de l'enseignement de l'arabe) Assurer un investissement conséquent pour le remplacement des abris provisoires Renforcer les ressources financières des CL Etendre à toutes les régions les campagnes de sensibilisation par l'IA, les émissions radiophoniques et fora et aussi l'Installation de cantines scolaires
	26. Taux d'accroissement des effectifs (public, privé, apprentissage) de la FPT	Dans les régions où cette formation existe, elle est faible -> Effectifs faibles. On constate une baisse assez importante au niveau de Louga mais données à	Indicateur non renseigné par la plupart des régions. Questionnement sur la source/fiabilité des information au niveau national : Le MEFTP ne dispose pas de données			Revoir l'indicateur, sa pertinence et la méthodologie pour son suivi au niveau régional

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUTS	CONTRAINTES	
		vérifier	Les établissements privés sont aussi pris en compte			
	27. Effectifs enrôlés dans les programmes d'alphabétisation	<p>Pas possible de dégager la tendance car indicateur renseigné seulement dans trois régions</p> <p>Problématique de l'efficacité et de l'impact des programmes d'alphabétisation</p>	<p>Indicateur renseigné seulement dans trois régions (Thiès seulement pour 2007)</p> <p>Cf. le rapport de l'atelier organisé par la direction de l'alphabétisation à la Somone</p>		<p>Problèmes au niveau de la mise en place effective des classes (il existe des classes fictives)</p> <p>Insuffisance dans la gestion et la coordination des programmes d'alphabétisation (cas d'interventions isolées, léthargie de certaines CL dans la prise en charge et la gestion)</p> <p>Insuffisance de soutien au programme d'alphabétisation</p> <p>Tendance au retrait de certains partenaires</p>	<p>Evaluer la politique d'alphabétisation</p> <p>Harmoniser les programmes d'alphabétisation</p> <p>Impliquer davantage les CL</p> <p>Etudier les possibilités de prendre en compte les écoles communautaires de base (ECB) dans les effectifs de l'alphab.</p>
SANTE	28. Nbre de malades du SIDA pris en charge	Maitrise relative du taux de prévalence au	La prise en charge est	Le mécanisme des Comités	Stigmatisation des malades	Opérationnaliser le CLLS au niveau de l'arrondissement

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
		<p>niveau national qui est à 0.5 % contre 0,7% en 2007 (pandémie contenue mais il faut maintenant inverser la tendance)</p> <p>ADEMAS agence d'exécution de la coopération allemande : ciblage des 15-24 ans (groupe vulnérable)</p>	<p>multidimensionnelle, ce n'est pas que les ARV (prise en charge médicale)</p>	<p>régionaux de lutte contre le SIDA (CRLS) est opérationnel et mérite d'être renforcé. Il est décentralisé, même l'exécution est décentralisée</p> <p>Il y a même un comité départemental .</p> <p>Au niveau du district il y a le pool sida.</p> <p>PNDL il y a un projet pour l'inscription dans leurs lignes budgétaires de la prévention du sida</p>	<p>Faible implication des CL</p> <p>Menace/risque sur la collaboration des MSM du fait d'une stigmatisation excessive</p>	<p>autour du sous préfet</p> <p>Noter que l'indicateur a un caractère globalisant : besoin de préciser la nature de la prise en charge et approfondir l'analyse à travers d'autres indicateurs. Part ex. Il serait pertinent d'avoir le Nombre de pris en charge rapporté au nombre de dépistés (ratio) ; intégrer dans l'analyse les « perdus de vue »</p> <p>Il y a une tendance à contenir l'épidémie ; il faut maintenant inverser la tendance</p> <p>Renforcer le dispositif actuel</p> <p>Avoir un objectif de réduire l'écart entre dépistés positifs et</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUTS	CONTRAINTES	
						<p>malades pris en charge</p> <p>Poursuivre la sensibilisation pour atteindre le taux national de dépistage dans toutes les régions</p> <p>Suivre les malades qui commencent le traitement et ensuite l'abandonnent à cause de la stigmatisation</p> <p>Réduire l'écart entre les dépistés positifs et les pris en charge (car la prise en charge est gratuite)</p> <p>Renforcer la prise en charge économique</p> <p>Renforcer la sensibilisation contre la stigmatisation et la prévention des comportements à</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
						<p>risque surtout chez les jeunes, et surtout les filles, les travailleuses du sexe et les MSM</p> <p>Maintenir l'accompagnement des partenaires mais aussi veiller à l'appropriation et l'implication des CL</p> <p>Poursuivre la mise à contribution du PNDL dans la lutte contre le sida</p> <p>Rendre plus accessibles (proximité) les structures de prise en charge</p>
	29. Taux de couverture en TPI 2 (traitement par intermittance- palu) pour les femmes enceintes	<p>Globalement dynamique de progression (niveau national 63%, cible 2008 65%)</p> <p>Performance de Thiès (89,48%) qui est au dessus de la cible et de la</p>	<p>Recrudescence de la TBC, ça peut être lié au sida</p> <p>Information à compléter par certaines régions</p>	<p>Au niveau de Thiès : Effets combinés de :</p> <p>La mise en œuvre du programme national de lutte contre le palu, le PNDS et beaucoup d'ONG (ex.</p>		<p>Renforcer la sensibilisation et les moyens de prévention</p> <p>Renforcer et développer les SAM (système d'assurance maladie) dans les autres régions</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
		moyenne, le reste des régions est en dessous		CCF) qui interviennent dans la zone et ont un programme important de lutte contre la malnutrition et le paludisme - Micro-assurance maladie (bcp de mutuelles de santé au niveau de la région de Thiès) qui développent des activités de prévention et sont appuyés par PROMUSAF (Belgique) et USAID - bonne dotation en infrastructures		
	30. Proportion d'accouchement effectué dans les formations sanitaires (assistés par du personnel formé)	Net recul par rapport à 2007 mais questionnement concernant la fiabilité et la source- donc il faut une vérification sur le	Vérifier si c'est la même cible qu'on a retenu car il y a une nouvelle définition Et vérifier la fiabilité des informations	Relèvement de la qualification Stratégies de fixation du personnel	Inaccessibilités des structures sanitaires surtout pour matam, tamba et kolda	Renforcer le dispositif régional en termes d'accessibilité Poursuivre les efforts de qualification et fixation du

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
		<p>mode de calcul de l'indicateur</p> <p>Noter les progrès à Kolda malgré le niveau encore très faible</p>				<p>personnel</p> <p>Développer avec les CL des politiques d'octroi de bourses de formation en santé avec possibilité de contractualisation</p> <p>Diffuser l'initiative badiennou gokh (la tante de la zone) lancée à Kolda en 2009</p> <p>Généraliser la gratuité de l'accouchement même à Dakar</p> <p>Assurer l'amélioration de l'accueil surtout au niveau de Dakar</p>
	31. Proportion d'enfants (0-11mois) complètement vaccinés	Très bonne performance, objectif atteint dans presque dans toutes les régions		<p>Campagnes de masse menées dans les différentes régions pour une bonne couverture vaccinale</p> <p>Volonté politique</p>		<p>Démultiplier l'expérience « badiennou gokh » dans toutes les régions</p> <p>Renforcer la qualification du personnel</p>

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
				réelle Pertinence des stratégies d'appui des PTF Le vaccin PENTA (3 vaccins en 1 seul)		Veiller à la pérennisation donc faire porter par l'Etat et les CL
	32. Nbre d'enfants (0-5ans) bénéficiant d'une surveillance de l'état nutritionnel (poids/taille, poids/age) au niveau communautaire		Données à vérifier, trop d'écarts entre les régions	Existence du PRN Forte implication de l'USAID		Renforcer les moyens mobilisés dans le cadre du programme de renforcement de la nutrition (PRN) car il a montré sa pertinence
EAU ET ASSAINISSEMENT	33. Taux d'accès global à l'eau potable	Régression importante de manière générale Taux très faible pour Kolda et Tamba			Les populations boycottent l'eau Question de la qualité de l'eau qui met en cause la potabilité de l'eau cf. Taux de fluore et de salinité de certains forages (thiès et tamba), fer à Kolda Insuffisance des	Poursuivre les efforts et les renforcer surtout au niveau des régions de Tambacounda et Kolda Renforcer les programmes comme le PEPAM, le PEPTAC Booster la performance de Matam

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUPS	CONTRAINTES	
					infrastructures par rapport à l'étendue du territoire au niveau de Kolda et Tamba	
	34. Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	Taux assez faible pour les régions autres que Dakar On est presque à mi parcours par rapport à l'objectif	ONAS qui doit fournir l'information souvent non représenté au niveau des régions			Faciliter l'accès à l'information au niveau des comités
	35. Nombre de personnes nouvellement desservies en assainissement en milieu rural				Problèmes des normes en matière d'assainissement rural	Valider le code de l'assainissement (s'adresser aux pouvoirs centraux)
RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENT	36. Ratio de reboisement et régénération sur le déboisement		Difficulté à renseigner cet indicateur			
	37. Quantité de biomasses végétales ravagées par les feux de brousse par an (en tonnes)		Difficulté à renseigner cet indicateur			

SECTEUR	INDICATEUR	TENDANCE	OBSERVATIONS	ANALYSE DES RESULTATS		PERSPECTIVES
				ATOUTS	CONTRAINTES	
	38. Proportion de plans de gestion environnementale mis en œuvre et suivis (suivant EIE)	Difficulté à renseigner cet indicateur sauf pour Tamba et Thiès Le comité qui traite de ces questions est à Dakar, il faut aller vers la décentralisation de ce comité				Décentraliser le comité qui statue la validation des EIE
HABITAT ET CADRE DE VIE	39. Nbre de personnes sorties des habitats spontanés et relogés par an		Indicateur non suivi par les régions S'interroger sur sa pertinence			

II. RECOMMANDATIONS ISSUES DES ECHANGES DANS LE GROUPE

A) RECOMMANDATIONS D'ORDRE GLOBAL

- Veiller à la mise à disposition des données de la part des projets et programmes
- Assurer la fonctionnalité des organes régionaux et donner suite aux propositions d'unification des comités
- Assurer le suivi de la SRP au niveau régional au cours de toute l'année et non pas seulement à l'approche de la revue
- Capitaliser l'engagement des gouverneurs dans le processus en tant que bonne opportunité dans le cadre de la recherche d'un leadership fort
- Identifier des mécanismes aptes à assurer la mise en œuvre des recommandations issues de cette revue
- Renforcer la coordination entre le niveau régional et le niveau national
- Organiser le travail des comités régionaux sur la base d'un plan d'actions et d'un agenda clair, sous l'égide du gouverneur et avec l'accompagnement des partenaires techniques et financiers
- Etendre le cadre de partenariat à toutes les régions

- Partager les bonnes pratiques en matière de dispositif de pilotage et de suivi de la SRP au niveau de régions, telle Saint Louis qui a mis en place un cadre régional de coordination et de suivi du développement, s'appuyant sur un comité restreint et ayant déjà mobilisé des moyens
- Renforcer la responsabilisation des Collectivités Locales dans le cadre du pilotage et du suivi de la SRP au niveau régional, notamment par rapport à la prise en charge des préoccupations des populations à la base en matière de santé, eau, éducation.
- Renforcer l'articulation au DSRP des outils de planification locale et sectorielle

B) RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES INDICATEURS :

- Impliquer les régions dans le processus de révision des indicateurs
- Charger les comités régionaux de revisiter la liste des indicateurs (par rapport à la pertinence, capacité de prendre en compte les spécificités régionales)
- Veiller à l'harmonisation des bases d'élaboration des taux
- Veiller à l'harmonisation des sources

III. MESSAGES CLES A INSERER DANS LA DECLARATION DE LA COMMISSION COLLECTIVITES LOCALES

Concernant l'axe 2 :

- Multisectorialité dans l'identification de stratégies en matière de santé car l'accessibilité des populations à la santé n'est pas seulement l'œuvre du secteur médical mais nécessite de l'apport d'autres secteurs (ex. transport)
- Renforcer les stratégies communautaires de prise en charge des besoins en matière de SSB
- Veiller à l'harmonisation des approches et des interventions dans le domaine de la santé et à la mise en synergie de tous les acteurs y comprise la mutualisation des moyens
- Partager les expériences des régions en matière de BCI (renvoyer la question à la plénière)
- Partager et capitaliser les bonnes pratiques (ex. village du millénaire dans la communauté rurale de Léona (région de Louga) (approche globale et modèle de développement participatif)
- Partager les rapports de suivi régionaux des OMD
- Aborder les questions de l'accès aux SSB sous l'angle des droits humains. L'amélioration de l'accès aux SSB doit donc être accompagnée d'une démarche de promotion du respect des droits humains.
- Renforcer l'appropriation de la part des CL pour que l'accès aux SSB soit leur préoccupation réelle
- Intégration des femmes : veiller à l'application de la SNEEG de manière transversale
- Faciliter l'accès des groupes vulnérables aux SSB
- Rendre les Etudes d'Impact Environnemental effectives
- Favoriser un ancrage des stratégies au niveau des dynamiques locales durables, pour qu'elles ne reposent pas seulement sur les PTF

- Trouver des alternatives de financement des projets/programmes car les contributions des PTF et les remises des émigrés vont se réduire à cause de la crise économique mondiale
- Veiller à l'articulation entre le social et l'économique, il faut que ce soit adossé à une politique de création de richesses, (cf. groupe 1)
- Appuyer les comités régionaux dans la collecte de l'information (CSPLP/MEF)

Concernant le dispositif et le processus global :

Renforcement de la coordination (un défi qui reste à relever)

Institutionnalisation de l'unification des comités : il faut avancer par rapport à cette recommandation issue de la revue de l'année dernière

Restitution des travaux de la deuxième session du groupe 2

1. Mener des réflexions sur les Mécanismes à mettre en place pour la mise en œuvre des recommandations de la Revue

Attentes	Acteurs	Rôles/ Responsabilités	Mécanismes
	CSPLP (dimension technique)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordonner de manière globale le processus de pilotage et suivi de la SRP ▪ Transmettre régulièrement les informations pertinentes aux régions, notamment en matière d'indicateurs ▪ Capitaliser les acquis du processus ▪ Appuyer les régions dans la recherche d'indicateurs et informations désagrégés <ul style="list-style-type: none"> ▪ Associer les régions dans la prise de certaines décisions fondamentales, ex. élaboration des TDR des ateliers, fixation des taux de remboursement transport pour les ateliers régionaux etc. ▪ Faciliter la mise à la disposition des comités régionaux de ressources pour la mise en œuvre des plans d'actions des régions ▪ Appuyer techniquement la participation des régions à la revue ▪ Assurer la veille concernant la fonctionnalité des comités régionaux <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire un plaidoyer pour l'éligibilité des POR dans les budgets nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déterminer à l'issue de la revue une feuille de route pour toute l'année ▪ Les régions définissent d'abord leurs besoins en matière de données et indicateurs <ul style="list-style-type: none"> ▪ Descentes régulières de la CSPLP sur le terrain ▪ Fixer un agenda de rencontres périodiques avec les comités régionaux pour s'entretenir sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'actions et identifier des difficultés/contraintes
Gouvernement (MEF et Primature) (dimension politique)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ rendre la SRP plus visible ▪ institutionnaliser l'unification des comités régionaux ▪ assurer une plus grande prise en compte de la planification régionale par le budget de l'Etat à travers le portage des projets régionaux identifiés dans les POR par une structure bien déterminée ▪ s'assurer que les ristournes aux CL et la fiscalité locale soient effectives 		

Φ	Acteurs		Rôles/ Responsabilités	Mécanismes
			<ul style="list-style-type: none"> ▪ généraliser la décentralisation du BCI à tous les secteurs 	
	Organes régionaux de pilotage et de suivi de la SRP	GTR (dimension technique)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ participer à l'élaboration de la liste restreinte des indicateurs ▪ renseigner les indicateurs ▪ analyser les indicateurs ▪ élaborer des rapports, les partager, les valider et les transmettre ▪ recevoir le feedback de la CSPLP concernant les rapports ▪ contribuer à la mise en place d'un système d'information au niveau régional 	
	Organe dans sa dimension politique et <u>présidé par le Gouverneur</u>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ assurer la coordination efficace des activités des comités régionaux ▪ assurer la tenue de réunions de partage des indicateurs renseignés et des rapports d'analyse avant la transmission ▪ préparer les missions de terrain de la CSPLP 	
Collectivités locales (dimension politique : Maires, Présidents de régions et communautés rurales (régions), UAEL et CCL (national))		<ul style="list-style-type: none"> ▪ assurer l'ancrage au DSRP des outils de planification régionale en vue de disposer d'atouts pour bénéficier de financements ▪ assurer la mise en œuvre des recommandations issues des revues du DSRP à travers les outils de planification régionale ▪ assurer un rôle de plaidoyer auprès des autorités pour le financement des projets régionaux et pour le développement de partenariat (UAEL et CCL) ▪ assurer la capacitation des élus à travers un plan de renforcement de capacités (UAEL) en collaboration avec les comités régionaux et avec le soutien des 		

Acteurs		Rôles/ Responsabilités	Mécanismes
		PTF <ul style="list-style-type: none"> Faciliter la mise à jour de la base des données (CL) 	
Sectoriels (CDSMT)		Associer les services techniques régionaux dans la mise en œuvre des projets programmes Assurer l'alignement des projets programmes aux besoins régionaux	
Partenaires techniques et financiers (mobilisation ressources, suivi engagement de l'Etat)	GT-CdP (dimension technique)	<ul style="list-style-type: none"> Respecter les engagement pris Mettre les ressources dans le panier 	
	PTF de manière générale (dimension politique)		
Organisations de la société civile (dimension politique)		<ul style="list-style-type: none"> Accompagner le processus en matière de renforcement de capacités des acteurs et facilitation de la mobilisation des ressources Harmoniser les interventions en tenant compte des outils de planification régionale Redynamiser la représentation de la société civile au niveau régional à l'image de sa structuration au niveau national 	
Secteur privé (dimension politique)		Régler la question de la représentativité du privé au niveau régional Redynamiser les chambres consulaires au niveau régional	
.....			

2. Procéder à l'identification des rôles, responsabilités, délais et recommandation dans le cadre des prochains pas du processus

- Finalisation des contributions des régions à la revue du DSRP Fin mai

- Finalisation du rapport de synthèse de contributions régionales à la revue du DSRP (**Comité de suivi : rapporteurs et encadreurs : fin mai**)
- Participation des régions à l'atelier de validation technique (**3 personnes ressources par groupe par axe avec obligation de compte rendu au groupe + si possible les points focaux DSRP de chaque région**)
- Participation des régions à l'atelier de validation politique (**gouverneurs + présidents des conseils régionaux**)

4.3 PRODUITS DU GROUPE 3

Analyse des résultats de l'axe Protection Sociale et Gestion des Risques et Catastrophes sur la base des indicateurs²

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
AXE III : PROTECTION SOCIALE, PREVENTION ET GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES				
Réforme et renforcement des systèmes formels de sécurité sociale	Dispositif centralisé (FNR, IPRES, Caisse Sécurité sociale) Elargissement protection Sociale (Cf.LOASP)		Faiblesse accès (juridique, géographique) des couches vulnérables à la protection sociale Faiblesse décentralisation du système de protection sociale trop centralisé (niveau régional)	Fusion FNR/IPRES Elargir base existante de protection sociale formelle Rapprocher les services de sécurité sociale des populations vulnérables
Extension de la protection sociale	Elaboration décret Réflexion sur l'amélioration système de gestion des mutuelles de santé (développement AGR, contractualisation...) contractualisation structures de santé avec mutuelles (circulaires)		Faible accessibilité des groupes vulnérables aux mutuelles de santé (PVVIH) Faiblesse accès protection sociale pour les métiers du secteur informel, de l'artisanat et des producteurs Prolifération mutuelles comme stratégies alternatives pour compléter l'action de l'Etat	Clarifier les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans la prise en charge des groupes vulnérables en amont et mise en place d'un système de prise en charge et de recouvrement des frais Elargir l'accès des groupes vulnérables aux mutuelles de santé Assurer la publication des décrets de la LOASP et en assurer la mise en application
Prévention et gestion des risques et	JAXXAY (Dakar et Saint-Louis)	Mise en place d'un système d'information	Faiblesse aménagement du territoire et gestion de	Décentraliser de manière effective pour prise en charge

² NB : Prendre en compte la mobilisation des ressources et les réformes dans l'analyse des résultats.

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
catastrophes	Elaboration plans de contingence dans toutes les régions (en cours) Déménagement en Casamance Gestion des grands rassemblements (Magal, Gamou,...)	pour la prise en charge des risques dans la région de Casamance (Base de données) Développement partenariat pour gestion eaux de ruissellement (St-Louis)	<p>la nappe phréatique</p> <p>Enclavement régions périphériques et faiblesse système de prévention et gestion des risques et catastrophes</p> <p>Existence de beaucoup de zones à risques</p> <p>Absence de système fonctionnel de veille et d'alerte (base de données)</p> <p>Faiblesse gestion des feux de brousse (Louga,)</p> <p>Faiblesse des moyens des structures chargés des secours</p> <p>Risques d'affaissement du pont Faidherbe</p> <p>Inondations et salinisation des terres à Gandhiol et ouverture de la brèche (St Louis)</p> <p>Pluies hors saison</p>	<p>adéquate des catastrophes</p> <p>Cartographier les zones inondables par Télédétection SIG déplacer les populations et les reloger dans d'autres sites</p> <p>Réhabiliter les zones déguerpies</p> <p>Mettre en place des infrastructures axe Kédougou, Tambacounda, Sédhiou Ziguinchor et Matam pour une meilleure prévention et gestion des risques</p> <p>Mettre à disposition la cartographie des risques réalisés par la Direction de l'Aménagement du Territoire</p> <p>Mettre en place système de veille et d'alerte pour la prévention et la gestion des risques (observatoires)</p> <p>Renforcer la coordination des interventions pour la région naturelle de Casamance (ANRAC) Proximité des services de secours</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
			<p>Gestion des eaux usées et déchets industriels (SUNEOR, Diourbel)</p> <p>Défaut de plan de prévention au niveau des régions</p> <p>Centralisation excessive des réponses</p> <p>Fortes densités démographiques</p>	
<p>Protection sociale et suivi des groupes vulnérables</p>	<p>Collaboration avec CPRS pour gestion groupes vulnérables</p> <p>Existence de cellules de suivi des PVVIH et OEV (Louga)</p> <p>Identification, cartographie des personnes vulnérables (PVVIH, OEV) (plus de 300 personnes assistées à Kolda)</p>		<p>Absence de système fonctionnel de prise en charge des groupes vulnérables (ciblage,</p> <p>Non enregistrement des enfants OEV à l'état civil</p> <p>Insuffisance des moyens pour couverture des besoins</p> <p>Insuffisance d'orphelinat dans la région</p> <p>Faible capacités d'organisation des structures d'accueil et de prise en charge</p> <p>Paupérisation</p> <p>Difficultés d'assurer la</p>	<p>Assurer la pérennité des mesures de protection sociale et de suivi des groupes vulnérables</p> <p>Valoriser les mécanismes sociaux pour la prise en charge des enfants vulnérables</p> <p>Assurer l'effectivité du système de cash transfert pour soutenir les familles défavorisées notamment pour la prise en charge des enfants vulnérables</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
			pérennité des mesures de protection sociale et de suivi des groupes vulnérables	
<ul style="list-style-type: none"> • Protection sociale des Handicapés 			Faiblesse accès des enfants handicapés aux infrastructures	Révision paquets de services sociaux de base pour élargir l'accès des handicapés aux infrastructures publiques
<ul style="list-style-type: none"> • Protection sociale Femmes en situation de vulnérabilité 	Gratuité des césariennes effective au niveau régional		<p>Faiblesse accès à l'information et non respect par le personnel médical</p> <p>Faible effectivité</p> <p>Problème d'accès aux médicaments</p>	<p>Revoir l'applicabilité de la mesure</p> <p>Généraliser la gratuité des césariennes et assurer son effectivité</p> <p>Baser les interventions sur une bonne cartographie de la pauvreté</p> <p>Elargir l'accès aux médicaments</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Enfants en situation de vulnérabilité 	<p>Cantines scolaires (St-Louis, Louga, ...)</p> <p>Synergies services techniques, ONG et Association des enfants travailleurs (Louga) pour l'enregistrement des enfants à l'Etat Civil</p>		<p>Gestion des enfants talibés (migrations à partir des régions frontalières)</p> <p>Mendicité</p> <p>Enfants de la rue</p> <p>Violences faites aux enfants (pédophilie)</p> <p>Délinquance</p> <p>Faiblesse des ressources et lourdeurs procédures pour financement projets au</p>	<p>Généraliser les cantines scolaires pour la fréquentation et le maintien des enfants vulnérables à l'école surtout en milieu rural</p> <p>Mettre en place des mécanismes fonctionnels de prise en charge des enfants et talibés</p> <p>Renforcer les compétences des enfants vulnérables</p> <p>Renforcer le système de solidarités familiales et la</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
			<p>profit gestion talibés</p> <p>Stigmatisation des albinos et PVVIH</p> <p>Insuffisance de structures d'accueil des enfants en conflit avec la loi (Louga, Kolda</p> <p>Faiblesse prise en charge des enfants orphelins</p>	<p>modernisation des daaras</p> <p>Mobiliser et assurer la redistribution de la solidarité</p> <p>Assurer l'effectivité des dispositions relatives à la protection des enfants vulnérables</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes en situation de vulnérabilité 	<p>Modernisation des CRETEF et création d'AGR</p>		<p>Existence de centres d'accueil des jeunes drogués non fonctionnels à Darou Mousty</p>	<p>Réhabiliter et réorientation des centres d'accueil des jeunes drogués</p> <p>Assurer l'insertion socioéconomique des jeunes (sortants CRETEF etc.)</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Personnes âgées 	<p>Plan SESAME</p> <p>Soutien aux personnes âgées (Kébémér)</p>		<p>Difficulté d'assurer la disponibilité des médicaments et l'opérationnalité notamment en milieu rural</p> <p>Sous-estimation des coûts</p> <p>Difficultés de mobilisation des fonds de contrepartie de l'Etat</p> <p>Faiblesse système de</p>	<p>Elargir la mesure et le revoir sur la base des acquis au profit des groupes vulnérables</p> <p>Assurer la mobilisation des fonds de contrepartie de l'Etat</p> <p>Faiblesse système de ciblage et de suivi</p>

Résultats attendus/Indicateurs	Progrès réalisés	Analyse des résultats		Perspectives
		Atouts	Contraintes	
			ciblage et de suivi	
<ul style="list-style-type: none"> Personnes déplacées et réfugiés 	Déminage et reconstruction		Difficultés de gestion de déplacement des populations frontalières (Guinée Bissau, Gambie, Mali, Guinée, Mauritanie)	
Population (meilleure maîtrise des tendances démographiques défavorables)	Existence de cadre institutionnel pour l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de la politique de population		<p>Faiblesse ressources mobilisées pour la mise en œuvre de la politique de population au niveau régional</p> <p>Faiblesse capacités de prise en charge de la population (création d'emplois, etc.)</p> <p>Faiblesse efficacité des investissements dans le capital humain</p> <p>Faible maîtrise du croit démographique</p>	<p>Repenser les possibilités de valorisation du capital humain</p> <p>Asseoir une politique cohérente d'aménagement du territoire et de développement local</p> <p>Assurer la gestion des migrations, de l'urbanisation et de l'habitat</p> <p>Mettre en place un système de formation professionnelle territorialisée</p> <p>Relancer la planification familiale</p>

Analyse des Politiques de protection sociale mises en place mais difficultés de mettre en place un système de mise en œuvre, de gestion, de communication et de suivi fonctionnel :

- d'en assurer l'application,
- de mobiliser la contrepartie de l'Etat et les collectivités locales,
- d'assurer la mise à disposition effective des ressources aux différents services (action sociale, hôpitaux, services d'hygiène etc.)
- d'assurer la décentralisation effective,

- d'assurer l'accès aux médicaments
- de susciter l'adhésion du personnel médical et le respect des principes de base
- Qualité des services (accueil, soins d'urgence)
- Faiblesse système de suivi
- Faiblesse des mesures d'accompagnement (information des populations et des autorités, liens entre les niveaux central et décentralisé)
- Mettre en place un tableau de bord pour améliorer le suivi et le ciblage des groupes vulnérables
- Modalités d'accès et de recouvrement des coûts
- Prise en charge des maladies chroniques (coûts élevés)
- Renforcement synergies action sociale/santé

Obstacles

- Problèmes de cohérence des politiques qui entravent la mise en œuvre
- Instabilité institutionnelle
- Faible disponibilité des médecins spécialistes (inégalités et inéquités)
- Faible transfert des ressources pour la gestion effective des compétences transférées
- Vulgarisation SNPS au niveau déconcentré et décentralisé

Indicateurs de suivi gestion des risques et catastrophes

- Existence d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle
 - plan de contingence
- Nombre de zones inondables restructurées
- Nombre de dispositifs d'alerte précoce mis en place selon la nature des risques
 - Prise en charge des grands événements (Gamou, Magal, Daka, Popenguine, Guéwal, lieux de rassemblement, établissements publics, etc...)
 - Gestion des épidémies
 - Gestion incendies et feux de brousse
 - Perte des récoltes

Protection des groupes vulnérables

- Insuffisance de la prise en charge
- Migrations qui contribuent à accroître les effectifs des personnes vulnérables

- Besoins de structures de prise en charge fonctionnels (pouponnières, etc...)
- Assurer la protection juridique (application des lois) des droits des groupes vulnérables
- Renforcer les mécanismes sociaux de prise en charge des groupes vulnérables (les enfants)

Messages clés

Protection sociale des groupes vulnérables

- Le cadre de référence existe pour la protection sociale des groupes vulnérables. Cependant des faiblesses ont été notées dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection sociale notamment en ce qui concerne :
 - Le ciblage des groupes vulnérables devant reposer sur une bonne cartographie de la pauvreté ;
 - La mobilisation des ressources ;
 - L'information et la communication autour des mesures de protection sociale pour permettre une utilisation optimale des services offerts ;
 - L'adhésion du personnel de santé et le respect des principes de la gratuité de certains services
 - la prise en charge des maladies chroniques
 - La mise en place d'un système fonctionnel de suivi et évaluation impliquant tous les acteurs
 - La pérennisation des acquis

Recommandations

- Renforcer les mécanismes sociaux de prise en charge des groupes vulnérables
- Assurer la protection juridique des groupes vulnérables
- Assurer une gestion adéquate des flux migratoires en provenance des pays frontaliers qui contribuent à accroître l'effectif des populations vulnérables

Prévention et la gestion des risques et catastrophes

Des faiblesses ont également été relevées dans les domaines suivants :

- La mise en œuvre effective des interventions au niveau décentralisé
- L'enclavement des régions périphériques (Matam, Tamba, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor) et le manque d'infrastructures qui entravent une bonne prise en charge des risques et catastrophes

- La concentration du dispositif et des moyens de secours au niveau central ;

Recommandations

Mettre en place un dispositif d'alerte et de veille au niveau de chaque région et capitaliser la cartographie des risques réalisée par la Direction de l'Aménagement du Territoire et Senagrosol.

Réflexions sur les Mécanismes à mettre en place pour la mise en œuvre des recommandations de la Revue

Acteurs	Rôles / Responsabilités	Mécanismes
<p>CSPLP / Ministères Sectoriels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse de la collaboration entre les différentes structures du MEF • Faiblesse appropriation de la SRP • Faiblesse représentation CSPLP dans le processus • Conflit de rôle entre CSPLP et les Directions • Faiblesses des résultats par rapport aux attentes créées par le processus participatif (POR) • Besoin de recadrage des rôles et responsabilités de la cellule pour ne pas gêner le fonctionnement des sectoriels • Faiblesse de la communication avec les régions (email etc...) • Centralisation excessive du pilotage et de la mise en œuvre de la SRP 	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat du comité de pilotage national • Clarifier la mise en œuvre des POR dans revue technique et politique • Renforcer le dialogue et les synergies entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la SRP • Suivi des recommandations de la revue avec définition chronogramme consensuel avec les différents acteurs pour chaque région • Assurer la gestion de la communication et du partage d'information avec les régions • Assurer la supervision du processus SRP au niveau régional 	<p>Création cadre cohérent de collaboration CSPLP, DDI, Budget, DCEF, Solde au niveau du MEF</p> <p>Groupe de travail sectoriel pour renforcer les synergies entre les secteurs pour assurer la disponibilité des données, le financement de la SRP et l'harmonisation des approches</p>
<p>Organes Régionaux de Pilotage et de Suivi (tous les acteurs régionaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi et coordination de la SRP limités au niveau régional • Faiblesse engagement des acteurs régionaux dans le pilotage de la SRP • Point focal SRP au niveau régional ??? • Faiblesse engagement des élus locaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer cadre fonctionnel de pilotage des interventions : pilotage développement régional, conférence d'harmonisation, harmonisation des interventions (cas de Saint-Louis et Casamance) • Renforcer l'engagement des élus dans le pilotage de la SRP • Renforcer le rôle de veille de la société civile • Communication et feedback à la CSPLP sur la mise en œuvre des recommandations • Décentraliser davantage le processus de pilotage et de suivi de la SRP 	<p>Mettre en place des groupes de travail sectoriels au niveau décentralisé pour renforcer les synergies entre les acteurs</p> <p>Conférences d'harmonisation</p> <p>Cadre fonctionnel de concertation et de coordination (Saint-Louis, Casamance)</p> <p>Commission collectivités locales</p>

4.4 PRODUITS DU GROUPE 4

Résultats des travaux sur l'axe 4 : « Bonne gouvernance et développement décentralisé et participatif »

Présidence : Abdou Khadre LO

Rapporteur : Abdoul Hamid SOUMARE

Encadreur : Nathalie Manga BADJI

Sous-Secteur	Progrès réalisés	Atouts	Contraintes	Perspectives	Recommandations
Gouvernance économique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Programmation budgétaire et cadrage macroéconomique : CDSMT, réformes autour de la DGID (recouvrement des recettes fiscales), 2. Exécution du budget : déconcentration, ordonnancement, l'informatisation de la chaîne de dépenses SIGFIP avec une connexion à 8 régions, Décentralisation de l'exécution du BCI 3. Transparences et Passation de marché : Réformes de la Passation de Marché y compris au niveau régional avec le fonctionnement des cellules régionales 4. Gouvernance économique et 	<p>Tentative de décentralisation du BCI ;</p> <p>CDSMT : Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Termes : Gestion en axée aux résultats devant améliorer la prise en charge des préoccupations de population, en harmonie avec les plans locaux), en impliquant les collectivités locales ; Journées portes ouvertes de la DGID</p>	<p>Les collectivités locales, dans le cadre de leurs plans (PRDI, PLD, PIC, etc.) ne participent pas suffisamment à l'élaboration des CDSMT / Absence de communication entre les sectoriels et les régions</p> <p>Les CL (Régions notamment) doivent se doter d'outils de planification « actualisés » « connectables » au budget</p> <p>Les réformes (CDSMT, décentralisation de l'exécution du budget, réformes de la DGID, nouveau code de marchés publics) qui sont entrain d'être mises en œuvre ne sont pas connu ni approprié par les acteurs régionaux</p>	<p>Poursuite de la réforme de la décentralisation du BCI : projets locaux) Institutionnalisation des journées portes ouvertes du centre des services fiscaux.</p> <p>Poursuite des Réformes budgétaires et financières (RBF)</p>	<p>Vulgariser les réformes (CDSMT, décentralisation de l'exécution du budget, réformes de la DGID, nouveau code de marchés publics) qui sont entrain d'être mises en œuvre</p> <p>Procéder à une planification décentralisée (PRDI notamment) articulée au Budget à travers CDSMT</p> <p>Vulgariser les résultats de l'étude récente portant sur la décentralisation de l'exécution du BCI Poursuivre le processus de décentralisation de l'exécution du BCI dans les régions et aux autres secteurs en tenant compte des résultats de l'étude</p>

Sous-Secteur	Progrès réalisés	Atouts	Contraintes	Perspectives	Recommandations
	qualité des services rendus aux usagers				
<p>Les GTR sont invités à revoir leurs rapports régionaux dans le sens d'améliorer l'information sur la gouvernance économique (voir avec les sectoriels déconcentrés sous CDSMT comme l'intégration des préoccupations régionales se fait ou s'est faite, s'apprécier les fonctions des cellules régionales de PM, appréciera l'exécution décentralisée du BCI pour les régions bénéficiaires, etc. performances et contre-performances)</p>					
Gouvernance judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité de la justice : allègement des procédures d'obtention des registres de commerce, médiateurs, maison de la justice - Amélioration de l'accessibilité de la justice : mise en place d'un fonds d'aide juridictionnelle (200.000.000) et autres instruments - Amélioration du cadre institutionnel : Création d'une cour d'appel (Kaolack et Saint Louis), Recrutement de nouveaux magistrats, - Lutte contre corruption : commission nationale de lutte contre la concussion et la corruption, manque d'information, absence de dispositif 	<p>Avancées par rapport au RCCM, traitements des dossiers pénaux améliorés, rapprochement de l'administration judiciaires des usagers (cas de Louga avec l'affectation cette année de 3 magistrats)</p> <p>Création d'une cour d'appel (Kaolack et Saint Louis), Recrutement de nouveaux magistrats, et des maisons de justice (Ziguinchor, etc.)</p>	<p>Pour le CNLCC ; manque d'informations sur cette structure, absence de répondant institutionnel au niveau des régions</p> <p>Possibilités d'une prise en charge améliorée du rapprochement de la justice aux justiciables</p>	<p>Mettre en place des répondants du CNLCC dans les régions</p> <p>Poursuites des mesures prises (revue des statuts greffiers, recrutements, etc.)</p>	<p>Améliorer l'accessibilité de la justice</p> <p>Améliorer la qualité rendue aux usagers en améliorant les ressources</p>

Sous-Secteur	Progrès réalisés	Atouts	Contraintes	Perspectives	Recommandations
	institutionnel au niveau régional				
Les GTR sont invités à revoir leurs rapports régionaux dans le sens d'améliorer l'information sur la gouvernance judiciaire (RCCM, etc., aide juridictionnelle, en termes de performances et contre-performances)					
Développement local et décentralisation	<p>Cadre institutionnel et organisationnel : 5 réformes (fonction publique locale (seulement la police municipale qui est voie de disparition)</p> <p>Statut de l'élu : malgré des avancées (relèvements des indemnités, équipements) il reste à faire</p> <p>réformes des communes d'arrondissement ..,</p> <p>charte de la déconcentration</p> <p>Les textes sectoriels à adapter (environnement, santé etc.) à la décentralisation</p> <p>conférence d'harmonisation en voie d'organiser sur l'ensemble des régions.</p> <p>Accroissement des ressources des locales :</p>	<p>CL comme portée d'entrée devant mettre en places des cadres de concertation utilisables par tous les intervenants (cas de Paoskoto),</p> <p>Cas de St-Louis qui est entrain de mettre en place un CRSDL</p> <p>Processus en cours de clarifications des rôles entre intervenants en Casamance avec ANRAC</p> <p>Conférences d'harmonisation (loi) :</p> <p>Cas des AsCom (effort des pouvoirs publics pour la mise en place et la prise en charge de achèvement des réformes et exécution l'exécutif local, véhicule communautaire)</p>	<p>Les cadres ne fonctionnent, multiplicité des cadres (autant d'intervenants que de cadres, clarification des rôles, nécessités d'harmonisation des cadres</p>	<p>Finaliser et mettre en place le statut de l'élu local</p> <p>Conférences d'harmonisation (loi)</p> <p>achèvement des réformes et exécution</p>	<p>Rendre effective la conférence d'harmonisation : pour permettre l'appui à une bonne planification et mise en œuvre de la SRP pour chaque CL,</p> <p>Mettre en place organe de suivi qui donne un caractère légal aux recommandations issues des conférences (respect des recommandations par tous les acteurs)</p> <p>Harmoniser les outils de planification et de niveau de planification régionale, communale et locale (perspectives double planification)</p> <p>Articuler les propositions d'investissement des secteurs aux</p>

Sous-Secteur	Progrès réalisés	Atouts	Contraintes	Perspectives	Recommandations
	<p>1. Décentralisation de l'exécution BCI (CR),</p> <p>2. Appui budgétaire par les bailleurs,</p> <p>3. Relèvement du taux des transferts (2,5% FECL ; 3,5% FDD) et une meilleure répartition des fonds</p> <p>Harmonisation des appuis techniques et la planification : Cas de Kolda : redonner à la CL sa place</p>				<p>documents de planification régionale et locale,</p> <p>Rendre effective la mise en œuvre effective des contrats-plans)</p> <p>Garantir aux CL la possibilité de proposer des projets PTIP</p>
<p>Les GTR sont invités à revoir leurs rapports régionaux dans le sens d'améliorer l'information sur l'effectivité des transferts des fonds (FECL, FDD) au niveau de CL de leur région</p>					
Développement des pôles secondaires	<p>Redynamisation villes secondaires</p> <p>Relever du niveau d'urbanisation</p> <p>Le désenclavement (construction de route et de piste ATR, PNIR)</p>	<p>Création de nouvelles communes : nouvelle opportunités de développement, d'urbanisation, d'augmentation l'assiette fiscale</p>	<p>Habitation social : insuffisance de programme d'accès au logement dans les régions</p> <p>Ziguinchor : reconstruction des habitats abandonnés par les populations</p> <p>Impossibilités d'extension de certaines communes Services socio-économiques (cf Axe 2)</p> <p>Faible « cadastralisation »</p>	<p>Poursuite de la dynamique de création des communes urbaines et rurales</p>	<p>Veiller à un accès juste et équitable au logement social dans les régions</p> <p>Mettre en place un cadastre national</p>
Suivi SRP	Mise en place du CDP	CdP	CONTRAINTES :	Cas de Louga :	Harmoniser des outils

Sous-Secteur	Progrès réalisés	Atouts	Contraintes	Perspectives	Recommandations
	<p>pour certaines régions</p> <p>Amélioration de la communication entre cellule et les régions (Horizontale/verticale)</p> <p>Facilitation du pilotage et dialogue entre les acteurs régionaux</p>		<p>manque de dispositif de S&V des recommandations de la revue (Matam),</p> <p>fiabilité des données ;</p> <p>insuffisance de la diffusion de la SRP au niveau régional</p>	<p>mettre sur pied d'un dispositif de suivi évaluation</p> <p>(dynamique de mutualisation des moyens : base de données (ARD, STD,))</p>	<p>de suivi -évaluation et de coordination au niveau local ;</p> <p>La CSPLP prend en charge le fonctionnement des organes de suivi de la SRP dans les régions</p> <p>Assurer la participation des CL au financement du suivi de la SRP</p> <p>Généraliser le CdP à toutes les régions intégrant progressivement les nouvelles régions</p> <p>Renforcer la production des rapports socioéconomiques par l'ANDS en rapport les sectoriels sous la supervision du Gouverneur</p>
<p>Financement de la SRP</p>	<p>Tous les acteurs s'y investissent (populations, Etat, Collectivités et PTF)</p>	<p>Atout :</p> <ul style="list-style-type: none"> • financement par la coopération décentralisée, • l'apport des immigrés (Matam, St Louis, Diourbel, Louga), • décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> • faible appropriation de la stratégie, • faible mutualisation des moyens 		<p>Organiser la coopération décentralisée en relation avec les structures en charge du secteur</p> <p>Dynamiser le partenariat public privé dans la prise en charge de la SRP</p>

1. Mener des réflexions sur les Mécanismes à mettre en place pour la mise en œuvre des recommandations de la Revue

Dynamiser les organes de suivi de la décentralisation (au niveau national) par l'amélioration des synergies et des interactions (entre le développement décentralisé participatif et l'aménagement de pôles secondaires) et par la mise en place et l'opérationnalisation des instances et cadres de coordination, de concertation et d'harmonisation du développement régional (Conférences régionales d'harmonisation, CRD)
Élargir le cadre de partenariat pour un meilleur fonctionnement du dispositif régional de mise en œuvre et de suivi du DSRP, une plus grande mobilisation des responsabilités locales (Gouvernance, Région, ARD...) et une plus forte articulation avec les plans locaux de développement
Concevoir, financer et exécuter des projets et programmes liés aux domaines de l'axe stratégique 1 du DSRP « création de richesses » notamment les secteurs agriculture, élevage, pêche, tourisme, mine, industries, gestion des ressources naturelles, etc. en envisageant la mise en place d'un fonds local de promotion des activités génératrices de revenus
Rendre effectif les dispositions législatives relatives à la signature et la mise en œuvre des contrats-plan Etat/CL (Impliquer les régions dans la négociation préalable à l'allocation des ressources du PTIP)
Accompagner les programmes régionaux dans la vulgarisation et la sensibilisation de la SCA au niveau régional
Redynamiser les organes régionaux de pilotage et de suivi de la SRP, par la simplification du dispositif au niveau régional, la mise en place d'un organe unique chargé du pilotage et du suivi du DSRP et sa dotation en moyens matériels, humains et financiers appropriés ;
Renforcer l'appui aux Collectivités locales dans la promotion de leurs territoires et la négociation avec l'Etat et les PTF, pour le financement de programmes de dimensions régionales ou locales ;

Actions	Niveau de prise en charge de la recommandation	Rôles/ Responsabilités	Stratégie/ Mécanismes de suivi
Rendre effectif les dispositions législatives relatives à la signature et la mise en œuvre des contrats-plan État/CL (Impliquer les régions dans la négociation préalable à l'allocation des ressources du PTIP)	Gouvernement et l'UAEL, Association des régions	MDCCL porte le dossier et se fait conseiller par le MEF	<ul style="list-style-type: none"> - Concertation entre l'Etat et les Régions sur le contenu des contrats-plans et leurs modalités d'exécution - L'Association des Régions, l'UAEL et la DCL en portent le plaidoyer et assurent le suivi
Redynamiser les organes régionaux de pilotage et de suivi de la SRP, par la simplification du dispositif au niveau régional, la mise en place d'un organe unique chargé du pilotage et du suivi du DSRP et sa dotation en moyens matériels, humains et financiers	CSPLP et GTR	Le Gouverneur et le Président du Conseil régional	<ul style="list-style-type: none"> - Proposition de l'unification des organes par la révision de l'arrêté primatorial organisant le cadre réglementaire de mise en œuvre de la SRP - Appui financier et dotation de moyens

Actions	Niveau de prise en charge de la recommandation	Rôles/ Responsabilités	Stratégie/ Mécanismes de suivi
appropriés ;			matériels par la CSPLP et les CL